

# Réduire la vulnérabilité des filles au VIH/SIDA :

*L'approche thaïlandaise*



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA  
**ONUSIDA**  
UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID  
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

**ONUSIDA**  
**Etude de cas**

**mars 2001**

---

**ONUSIDA/01.03F (version française, mars 2001)**  
**ISBN 92-9173-032-7**

---

Version originale anglaise, UNAIDS/99.36E, juin 1999 :  
*Reducing girls' Vulnerability to HIV/AIDS: The Thai Approach*  
Traduction – ONUSIDA

---

© Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) 2001. Tous droits de reproduction réservés.

Ce document, qui n'est pas une publication officielle de l'ONUSIDA, peut être librement commenté, cité, reproduit ou traduit, partiellement ou en totalité, à condition de mentionner la source. Il ne saurait cependant être vendu ni utilisé à des fins commerciales sans l'accord préalable, écrit, de l'ONUSIDA (Contacter le Centre d'Information de l'ONUSIDA).

Les prises de position exprimées par les auteurs cités dans le document n'engagent que la responsabilité de ces auteurs.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'ONUSIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La mention de firmes et de produits commerciaux n'implique pas que ces firmes et produits commerciaux sont agréés ou recommandés par l'ONUSIDA, de préférence à d'autres.

Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

---

ONUSIDA – 20 avenue Appia – 1211 Genève 27 – Suisse  
tél.: (+41 22) 791 46 51 – fax: (+41 22) 791 41 87  
Courrier électronique: [unaids@unaids.org](mailto:unaids@unaids.org) – Internet: <http://www.unaids.org>

# Réduire la vulnérabilité des filles au VIH/SIDA: L'approche thaïlandaise

## Rédaction



Cette étude de cas a été rédigée par Churnrurtai Kanchanachitra, de l'Institut de recherche sociale et démographique à l'Université Mahidol, en Thaïlande; avec la collaboration rédactionnelle d'Ellen Hays.



# Sommaire

Introduction.....	1
Pourquoi les filles commencent-elles à se prostituer ?.....	2
La vulnérabilité particulière au VIH/SIDA des professionnel(le)s du sexe en Thaïlande.....	4
Stratégies de prévention de la prostitution des enfants.....	6
Mise en œuvre des stratégies.....	7
<b><i>Le projet Sema Pattana Cheewit (Développement des compétences psychosociales Sema) .....</i></b>	<b>8</b>
<b><i>Le projet Thai Women of Tomorrow (Femmes thaïlandaises de demain) .....</i></b>	<b>24</b>
<b><i>Le projet Education Loan Fund (Fonds de prêts pour l'éducation) .....</i></b>	<b>43</b>
Références .....	51
Annexe A .....	53
Annexe B .....	57



# Réduire la vulnérabilité des filles au VIH/SIDA: l'approche thaïlandaise

## Introduction

Les taux d'infection à VIH sont souvent beaucoup plus élevés chez les adolescentes que chez les adolescents; ce qui s'explique par la plus grande vulnérabilité biologique et sociale des filles. L'appareil reproducteur de la femme, et en particulier celui des filles jeunes, est plus sensible à l'infection à VIH ainsi qu'aux autres MST. Et souvent les filles risquent l'infection très tôt. Des attentes sociales néfastes et complexes viennent aggraver la vulnérabilité biologique des filles; les attentes en question font que les filles et les jeunes femmes ont moins que leurs homologues masculins la possibilité de disposer de leur vie et de leur corps.

En Thaïlande, trop de filles se retrouvent très jeunes dans l'industrie du sexe, en général faute de pouvoir gagner leur vie autrement. Les filles jeunes sont prisées car considérées comme « sûres » et indemnes de l'infection à VIH; or le risque d'infection auquel elles sont exposées et qu'elles font courir à leurs clients est très élevé. Cette étude de cas décrit certaines réponses au problème, consistant à changer les attitudes des filles et de leurs parents par rapport à la prostitution, et à donner aux filles les moyens d'éviter d'entrer dans la prostitution – notamment en améliorant leur accès à l'éducation et à l'emploi. L'approche décrite constitue également un exemple d'action contre le SIDA qui tient compte des différences régionales et démographiques, au niveau de la nature et de la portée du problème, dans la recherche des solutions.

## Pourquoi les filles commencent-elles à se prostituer ?

Les raisons qui amènent les filles à entrer dans l'industrie du sexe en Thaïlande ont été très attentivement examinées; par le biais d'études innombrables, on s'est efforcé d'identifier les causes de ce problème et de proposer des solutions. Les causes ont été réparties en deux catégories: celles au niveau social, et celles au niveau familial. Au niveau social, le développement économique rapide de la Thaïlande est cité comme une cause majeure (Guest, 1994; Kaime-Atterhog *et al.*, 1994).

Lorsque la Thaïlande a adopté une économie industrialisée, tournée vers l'exportation, il en a résulté une dévalorisation de l'agriculture – autrefois le pilier de l'économie thaïlandaise. Les agriculteurs se sont endettés de plus en plus, et beaucoup ont été contraints de quitter leurs terres pour aller chercher du travail en zone urbaine, en général à Bangkok ou dans les centres urbains de province. Ceux qui sont restés en zone rurale ont essayé diverses alternatives pour la survie de la famille, envoyant notamment leurs enfants à la ville pour qu'ils gagnent l'argent du foyer.

La politique nationale thaïlandaise, mettant l'accent sur la croissance économique, a du même coup généré une poussée de matérialisme au sein de la société thaïlandaise. L'aspiration à un niveau de vie plus élevé et à un meilleur confort au quotidien – souvent alimentée par les publicités des médias – a poussé certains parents à inciter leurs enfants à entrer dans l'industrie du sexe afin de réaliser leurs buts matériels. Les enfants qui ne satisfaisaient pas les exigences de leurs parents étaient pris pour des ingrats, vu que respecter ses parents et s'occuper d'eux constituent des normes socioculturelles de toute importance en Thaïlande, qui perdurent à une époque de changements sociaux et économiques rapides dans ce pays (Kaime-Atterhog *et al.*, 1994). Dans certains villages ruraux, en particulier en Thaïlande du Nord, où la prostitution est devenue un métier acceptable, les familles qui ne vendent pas leurs filles peuvent être considérées comme ridicules par les autres membres de la communauté.

Plus généralement parlant, les filles entrent dans l'industrie du sexe principalement pour satisfaire le besoin pressant d'argent de leurs parents, dans certains cas non pas pour avoir plus de biens matériels, mais tout simplement pour assurer la survie de la famille. Le travail non qualifié rapporte beaucoup moins que la prostitution. Ainsi, nombreux sont les parents qui décident de vendre leurs filles pour gagner de l'argent rapide afin de satisfaire leurs besoins immédiats. Même si les filles ne veulent pas devenir des professionnelles du sexe, nombreuses sont celles qui y sont amenées de force ou par la ruse. Il s'agit habituellement d'enfants qui n'ont guère ou pas du tout d'instruction, et qui souvent n'habitent pas chez leurs parents. Les enfants qui vivent avec un beau-père ou une belle-mère constituent un autre groupe particulièrement à risque (Ard-am & Sethaput, 1994). Avec l'affaiblissement des liens familiaux et souvent du soutien familial, ces enfants sont devenus des cibles courantes pour le recrutement dans le commerce du sexe – de force ou par la ruse.

Dans la société thaïlandaise, on attend beaucoup plus des filles que des fils qu'elles « entretiennent » leurs parents, quel que soit le moyen utilisé (Boonchalaski & Guest, 1994). Une fille a le devoir de gagner de l'argent pour la famille afin de rembourser sa dette de reconnaissance envers ses parents; le fils, lui, doit se faire moine pendant une certaine période. En conséquence, c'est sur les épaules de la fille, plutôt que sur celles du fils, que repose l'obligation de faire vivre la famille. On ne dispose d'aucune donnée sur l'incidence de la vente des fils par les parents, tandis que vendre sa fille est tout à fait fréquent dans certaines régions.

Les circonstances qui amènent les personnes de sexe masculin à se prostituer sont vraiment différentes de celles des personnes de sexe féminin. Une étude effectuée par Sittitrai *et al* en 1994 sur les « entraîneurs » dans les bars de Bangkok a révélé que 51% d'entre eux avaient été attirés dans ce travail par des copains et 36% par le biais de petites annonces. En général, les professionnels du sexe font ce travail parce qu'ils l'ont choisi et décidé. Bien qu'il y ait nettement moins de d'hommes que de femmes qui se prostituent (à la suite d'une étude du Ministère de la santé publique en 1997, il a été estimé que pour 100 femmes prostituées, il y a seulement 3 ou 4 prostitués de



sexe masculin), les politiques nationales visant à prévenir et résoudre les problèmes des professionnel(le)s du sexe accordent une égale attention aux deux sexes. Mais il faut des stratégies différentes pour affronter les problèmes différents des hommes et des femmes qui travaillent dans l'industrie du sexe. Ce document est consacré aux stratégies visant à éviter aux filles de devenir des prostituées.

## La vulnérabilité particulière au VIH/SIDA des professionnel(le)s du sexe en Thaïlande

.....

Le premier cas de SIDA en Thaïlande a été détecté en septembre 1984. Au début, ce sont d'abord les homosexuels masculins qui ont été affectés; puis la maladie s'est rapidement propagée chez les consommateurs de drogues injectables en 1987 et 1988, et ensuite chez les professionnel(le)s du sexe et leurs clients. L'épidémie sévit à présent au sein de la population générale. L'enquête de séroprévalence aux sites de surveillance sentinelle révèle que le taux d'infection à VIH s'accroît dans tous les groupes depuis 1989. Depuis, la prévalence du VIH chez les professionnel(le)s du sexe a augmenté particulièrement rapidement, passant de 3,5% à 29% en 1996 (Division du SIDA, Ministère de la santé publique, 1997). A présent, les cas de SIDA sont principalement imputables à la transmission hétérosexuelle du VIH.

Malgré un ralentissement dans l'apparition des nouveaux cas d'infection, on avait estimé à 1,3 million le nombre de personnes qui seraient séropositives au VIH en Thaïlande d'ici l'an 2000 (National Economic and Social Development Board – NESDB – Groupe de travail sur les projections relatives au VIH/SIDA, 1994). Un taux élevé d'infection à VIH chez les professionnelles du sexe signifie que ce ne sont pas seulement les femmes s'adonnant au commerce du sexe qui sont à haut risque d'infection, mais également leurs clients et quiconque ayant des contacts sexuels avec elles. Le problème est particulièrement grave dans la partie septentrionale de la Thaïlande, où les taux d'infection à VIH chez les professionnelles du sexe sont extrêmement élevés. Une étude de 1996 sur l'infection à VIH chez les professionnelles du sexe dans les provinces de Phayao et de Chiang

Rai a montré des taux de séropositivité VIH de, respectivement, 54% et 60% dans ces deux provinces.

En outre, le risque de contracter l'infection à VIH/SIDA est plus élevé pour les filles que pour les adultes, et en particulier pour les filles qui entrent dans l'industrie du sexe (Rushing, 1995). Les estimations du nombre d'enfants impliqués dans la prostitution s'échelonnent entre 13 000 et 100 000, si ce n'est plus.

Afin de chiffrer le risque potentiel de devenir professionnelle du sexe, Guest (1994) a utilisé une technique d'estimation distinguant trois niveaux de risque: risque nul, risque faible, risque élevé. Les facteurs pris en compte étaient le lieu de résidence du moment, la migration, la cohabitation et la fréquentation de l'école. Les enfants qui vivent en zone rurale, qui ne sont pas des migrants, qui habitent avec les membres de leur famille et qui vont à l'école sont identifiés comme n'étant pas à risque. Les enfants considérés comme le groupe à haut risque sont des migrants qui vivent en zone urbaine séparés de leur famille, et qui ne fréquentent pas l'école. La catégorie intermédiaire, le groupe à faible risque, correspond à ceux qui sont concernés par une partie, mais pas par l'intégralité, des quatre facteurs de risque. A partir de l'estimation de ces facteurs, Guest a placé 1,7% de la population féminine âgée de 11 à 17 ans dans le groupe à haut risque, 68% dans le groupe à faible risque, et 30,3% dans le groupe à risque nul. Guest a estimé que le nombre des filles qui se livrent à la prostitution se situait entre 30 000 et 100 000. Dans le groupe à risque faible, la non-fréquentation de l'école est le facteur majeur: près des deux tiers de ce groupe ne vont pas à l'école. Les chiffres énoncés ici sont des estimations, mais il est amplement prouvé que la prostitution des enfants existe dans des proportions suffisantes pour en faire un problème social majeur, qui place en outre ces enfants à haut risque d'infection à VIH/SIDA.

## Stratégies de prévention de la prostitution des enfants

En 1992, une initiative nationale a été lancée afin d'éradiquer la prostitution des enfants et d'aider ceux qui risquaient de verser dans l'industrie du sexe. A cette époque, le problème de la prostitution infantile est devenu une affaire hautement prioritaire pour le gouvernement, avec la mise en œuvre de plusieurs stratégies – mesures de prévention, d'interdiction, d'appui, de réadaptation et juridiques – afin d'éliminer le problème de l'entrée des enfants de moins de 18 ans dans l'industrie du sexe. Les mesures de prévention ont été classées parmi les meilleures pratiques, en ce sens qu'elles permettraient de réduire substantiellement le risque encouru par les enfants d'être exploités ou de contracter une maladie mortelle. On trouvera ci-dessous certaines de ces stratégies clés:

1. Tous les enfants doivent recevoir neuf années d'éducation élémentaire de qualité. Les enfants réduits à la pauvreté qui n'ont aucune possibilité de poursuivre des études doivent avoir accès à l'éducation et à la formation professionnelle.
2. Il faut améliorer qualitativement l'éducation afin que l'enfant apprenne à réfléchir et à respecter les principes moraux, et qu'il soit en mesure de choisir une façon de vivre conforme à la dignité humaine. Les programmes scolaires et la formation professionnelle doivent être adaptés au contexte local et aux conditions locales, et cadrer avec les exigences du marché du travail.
3. Les filles et les garçons doivent avoir l'égalité d'accès aux filières d'éducation classique et non classique.
4. Des services de conseil et d'orientation pour la résolution des problèmes des familles et des jeunes ainsi que pour le choix d'un emploi doivent être fournis dans chaque école ainsi qu'aux enfants non scolarisés.
5. Il faut des services récréatifs et sociaux pour que les enfants et les jeunes puissent occuper leur temps libre convenablement.
6. Il faut mener des campagnes de sensibilisation au problème de la prostitution des enfants, afin de favoriser l'adoption d'attitudes

correctes par les parents, les tuteurs, les enseignants et le grand public.

7. Il faut encourager la coordination avec les pays voisins pour les campagnes et les publications concernant la prévention et les solutions réalistes aux problèmes en rapport avec l'industrie du sexe.
8. Il conviendrait de mettre en place un système de surveillance et d'inspection afin d'éviter que les enfants ne soient entraînés de force ou par la ruse dans le monde de la prostitution.

Compte tenu de la politique nationale, plusieurs projets ont été mis en œuvre, dont *l'Education et la formation professionnelle*, considérées comme étant parmi les meilleures stratégies pour éviter que les jeunes filles ne versent dans l'industrie du sexe. On trouvera à l'Annexe A une description du système actuel d'éducation.

## Mise en œuvre des stratégies

Afin de préserver les enfants de la prostitution et d'améliorer leur vie en général, trois projets majeurs ont été entrepris.

Le premier est connu sous l'appellation de ***Sema Pattana Cheewit (projet Sema de développement des compétences psychosociales)***. Ce projet a été lancé pour aider les filles d'un milieu très défavorisé à s'inscrire dans une école secondaire, en leur offrant une bourse de 3000 baht (environ US\$ 77)\* par an. Ce montant a été jugé suffisant pour couvrir tous les frais de scolarité et autres dépenses personnelles pendant l'année scolaire.

Le ***projet Thai Women of Tomorrow (TWT) (projet Femmes thaïlandaises de demain)***. Ce projet a le même objectif que le projet Sema Pattana Cheewit, et il cible le même groupe d'enfants, à savoir les filles ayant fini leur sixième année de scolarité, et qui ne poursuivent pas leurs études. L'accent est toutefois davantage mis sur le changement d'attitudes des filles et de leurs parents par rapport à

\*Le baht est converti au taux de US\$ 0,02557 (taux officiel du 28.9.98) et arrondi. A noter, toutefois, qu'en raison des fluctuations importantes du taux de change en 1997-1998, les comparaisons fondées sur ce taux ne reflètent plus avec précision le pouvoir d'achat actuel.

la prostitution, et sur la formation professionnelle comme alternative à l'école.

Enfin, le **projet Education Loan Fund (projet Fonds de prêt pour l'éducation)**. Ce projet vise à aider les familles défavorisées, mais il se concentre sur les études plus poussées. Les enfants (filles et garçons) ayant terminé leur neuvième année de scolarité, qui n'ont pas les moyens d'aller au-delà, ou les diplômés du secondaire qui souhaitent entrer dans une école professionnelle ou suivre une formation universitaire, ont droit à un prêt d'études pris sur ce fonds. Pour l'attribution des prêts, on examine en priorité le dossier des filles ayant participé au projet Sema Pattana Cheewit.

Ces trois projets sont reliés entre eux, comme on pourra le constater d'après la description détaillée de chaque projet présentée dans les sections suivantes. Les données concernant chacun des projets ont été obtenues principalement grâce aux entretiens approfondis avec le personnel et les bénéficiaires du projet. Trois provinces (Chiang Mai, Chiang Rai et Phayao) ont été choisies pour la collecte de données de base sur les filles et les enseignants ayant participé aux projets. Pour les projets Sema Pattana Cheewit et Education Loan Fund, on a interrogé les responsables de l'éducation au niveau des provinces et des districts, les enseignants et les élèves. Pour le projet Thai Women of Tomorrow, on a interviewé le directeur et un membre du comité du projet.



## ***Le projet Sema Pattana Cheewit***

### ***(Développement des compétences psychosociales Sema)***

Le projet Sema Pattana Cheewit est, parmi les stratégies au service de la politique d'éradication de la prostitution des enfants, celle qui a été le plus largement mise en œuvre. En 1993, le Ministère de l'éducation a fait faire une étude des professionnelles du sexe thaïlandaises à la fois en Thaïlande et à l'étranger, afin de recueillir des informations concernant leur ville natale, leur âge, leur niveau d'instruction, les raisons de leur entrée dans le monde de la prostitution, les réseaux utilisés pour travailler à l'étranger, etc. On s'est fondé

sur ces informations, ainsi que sur les données concernant les villages ayant des taux élevés d'infection à VIH/SIDA et sur le nombre d'élèves ayant effectué six années de scolarité mais n'ayant pas continué leurs études, pour la planification de l'intervention.

Il a été décidé de cibler huit provinces du Nord (Chiang Rai, Lampang, Phayao, Chiang Mai, Prae, Mae Hong Song, Lamphoon et Nan), correspondant aux régions où le risque est le plus élevé de voir les filles qui y vivent verser dans l'industrie du sexe. Ces provinces avaient également des taux élevés d'infection à VIH/SIDA, ainsi qu'un pourcentage élevé de filles (43%) qui avaient interrompu leur scolarité au bout de la sixième année. Après avoir choisi les provinces cibles, le Ministère de l'éducation a organisé un séminaire afin de déterminer les causes du problème en se concentrant sur les facteurs qui incitaient les filles à devenir des professionnelles du sexe. A l'issue de ce séminaire, cinq facteurs principaux ont été identifiés et ensuite utilisés comme lignes directrices pour choisir les participantes au projet.

1. *La pauvreté.* Les régions agricoles impropres à la culture font basculer les familles qui les habitent dans la pauvreté et l'endettement.
2. *Les attitudes matérialistes.* Les ménages se faisaient concurrence pour avoir une jolie maison et posséder des biens matériels chers, signes d'un certain statut social. Les ménages dont la ou les fille(s) travaillai(en)t dans l'industrie du sexe et envoyai(en)t de l'argent pour acheter des biens et construire de nouvelles maisons étaient acceptés et reconnus en tant que familles ayant bien réussi.
3. *Le manque d'instruction.* Les données de l'enquête ont révélé que la majorité des professionnelles du sexe étaient très peu instruites. Plus de 95% des professionnelles du sexe avaient seulement six ans de scolarité, voire moins; d'autres n'étaient pas instruites du tout, en raison de la mauvaise situation économique de la famille. Même si le gouvernement offrait la gratuité de l'éducation, les familles devaient encore payer la nourriture, les livres, les frais de déplacements et autres dépenses liées à la scolarité – autant de frais non couverts par le gouvernement.

4. *Persuasion par les agents*. Les agents des maisons de passe qui recherchent des filles jeunes, jolies ont plusieurs techniques pour convaincre les filles et leurs parents que la prostitution est une bonne solution. Ils peuvent utiliser des méthodes directes ou indirectes, en fonction de l'attitude de la famille en question. Lorsque les familles ne souhaitent pas envoyer leur(s) fille(s) travailler dans l'industrie du sexe, les agents promettent de trouver pour ces dernières des emplois bien payés dans la restauration ou à l'usine, et ensuite ils les obligent à se prostituer.
5. *Difficultés familiales*. Les filles qui vivent avec seulement leur mère ou leur père, avec d'autres membres de la famille ou des beaux-parents, ou dans des familles ayant des problèmes économiques ou de dépendance à la drogue risquent fort de devenir des prostituées.

En mai 1994, le Cabinet a approuvé la mise en œuvre du projet Sema Pattana Cheewit, et offert 4000 bourses – chacune d'un montant annuel de 2400 baht (environ US\$ 61) – aux élèves externes, et 500 bourses – chacune d'un montant annuel de 9000 baht (environ US\$ 230) – aux élèves internes.

## Objectifs et cibles

Le projet Sema Pattana Cheewit vise à offrir une éducation aux filles en situation difficile, afin qu'elles puissent acquérir une maturité, des connaissances et une expérience leur permettant de se protéger contre les imposteurs et de trouver un travail socialement acceptable. Les cibles du projet sont les suivantes.

1. Éviter aux filles à haut risque de devenir des professionnelles du sexe: au moins 500 filles bénéficient d'une bourse d'internat.
2. Offrir une bourse à 4000 externes pour qu'elles poursuivent leurs études dans les écoles de leur communauté.
3. Préparer l'octroi des bourses pour les élèves qui finissent leur neuvième et leur douzième années de scolarité, afin de leur permettre de suivre une formation professionnelle.

4. Créer 94 centres Sema Pattana Cheewit dans 94 districts de huit provinces du nord du pays. Ces centres effectueront un travail d'information et mèneront des campagnes pour éviter aux filles de devenir des professionnelles du sexe.
5. Créer un système de collaboration pour travailler avec d'autres organisations concernées.

## Durée et régions ciblées

Le projet Sema Pattana Cheewit comporte trois phases distinctes. La *Phase I* a été mise en œuvre de 1994 à 1996 dans les huit provinces septentrionales ciblées. La *Phase II* (1997-1999) prévoit l'extension du projet à d'autres provinces du nord du pays ainsi qu'à Bangkok, et la *Phase III* (2000-2002), la couverture des régions à haut risque du nord-est et du sud de la Thaïlande.

## Mise en œuvre

Il y a trois modes de participation des élèves au projet Sema Pattana Cheewit: internat, externat, et formation professionnelle.

### *L'internat*

Les enseignants du primaire sélectionnent les élèves qui satisfont aux critères suivants pour participer au projet:

1. Les filles qui sont en sixième année de scolarité, résidant dans les huit provinces cibles du nord du pays, qui ne reçoivent et ne recevront pas d'autres bourses, et
2. dont la famille présente au moins une des caractéristiques suivantes:
  - Le père ou la mère sont décédés, handicapés ou en prison, et dans l'impossibilité de s'occuper des enfants;
  - Famille éclatée, avec les enfants qui vivent avec un beau-père ou une belle-mère, ou avec d'autres parents proches;
  - Des membres de la famille ou des parents proches sont, ou ont été, dans l'industrie du sexe, ou bien la communauté de résidence compte beaucoup de ses membres dans l'industrie du sexe;



- ▶ Père ou mère toxicomane;
- ▶ La famille se trouve dans une situation telle que l'enfant risque fort de devenir professionnelle du sexe.

### ***L'externat***

Les critères de sélection des externes sont les mêmes que pour les internes, sauf que la famille donne l'impression d'être dans une situation permettant aux filles de vivre en sécurité avec elle, et de laisser les enfants aller à l'école s'il y a aide financière.

Le processus de sélection comprend trois étapes. D'abord, les enseignants du primaire sélectionnent les candidats en se conformant aux directives fournies par le Ministère de l'éducation. Après quoi, chaque école envoie la liste des élèves au Bureau de l'éducation du district pour examen. Ce bureau réunit un comité pour sélectionner le nombre de filles en fonction d'un quota donné par le Bureau provincial de l'éducation. La liste du Bureau du district est ensuite envoyée au Bureau provincial de l'éducation, qui la finalise.

Une fois que la liste finale des élèves de chaque province est établie, elle est envoyée au Ministère de l'éducation pour approbation, sous environ 45 jours; après quoi, les bourses sont distribuées dans chaque province.

Après avoir reçu sa bourse, l'élève ouvre un compte d'épargne à son nom et en communique le numéro au Bureau de district. Le Bureau provincial de l'éducation verse ensuite le montant de la bourse sur le compte de l'élève. Pour que l'élève puisse retirer de l'argent, il faut qu'au moins deux personnes sur les trois impliquées (un professeur, le principal et l'élève) signent le formulaire de retrait.

Les bourses d'internat sont virées sur le compte bancaire de l'école en question. L'argent couvre les honoraires des enseignants, le coût de trois repas par jour, des livres, de l'uniforme scolaire et les autres dépenses liées aux études.

### ***Décaissement des bourses***

Le processus de mise en œuvre du programme commence début février, avec l'annonce faite par le Ministère de l'éducation du

nombre de bourses à donner à chaque province; et chaque province effectue la répartition des bourses entre tous les districts et en avise chacun d'eux. Le Bureau de l'éducation du district demande à chaque école de sélectionner les futures participantes au projet, selon les modalités et les caractéristiques spécifiées par le Ministère de l'éducation. Dans chaque école, un comité sélectionne les filles répondant aux critères définis et envoie la liste des élèves prioritaires, y compris une liste d'attente, au Bureau de l'éducation du district.

Le comité au niveau du district examine la liste des élèves de chaque école et définit les priorités en fonction des besoins. Si le nombre des filles sélectionnées par les écoles est supérieur au nombre des bourses offertes, les filles qui n'en ont pas un besoin urgent, c'est-à-dire, dont l'environnement familial ne les expose pas particulièrement au risque (au regard des critères décrits ci-dessus sous « L'internat »), sont inscrites sur la liste d'attente. La liste finale est ensuite envoyée au Bureau provincial de l'éducation. Un comité au niveau de la province examine et révisé (le cas échéant) la liste et annonce les noms des filles qui recevront une bourse. Puis la liste finale est envoyée au Ministère de l'éducation, pour classement dans les dossiers pertinents.

D'ici à mi-avril, le Bureau de l'éducation du district doit informer les écoles dans lesquelles les filles entreront des modalités de virement des bourses. Pendant trois semaines, en avril, les filles qui bénéficient d'une bourse d'internat suivent un atelier d'orientation et de formation pour se préparer à la vie d'interne.

Mi-mai, l'école commence. Les filles ouvrent un compte en banque, et en envoient le numéro au Bureau de l'éducation du district, qui vérifie tous les numéros de compte et le nom des filles, et envoie le tout au Bureau provincial de l'éducation. Après réception par le Bureau provincial des fonds du Ministère de l'éducation, l'argent est versé sur le compte de chaque élève. Il s'écoule plus d'un mois entre la réception du numéro de compte et le virement de l'argent sur ce compte.

Si une élève abandonne ou change d'école, l'école dans laquelle l'élève a été inscrite au départ doit en informer les Bureaux des dis-

tricts et des provinces. L'élève partante sera remplacée par une fille inscrite sur la liste d'attente. Ces transferts ne sont possibles que pour les externes.

### ***Formation professionnelle***

Les filles qui ne veulent pas suivre la filière d'études classique mais qui souhaitent bénéficier d'une formation dans un domaine précis sont placées dans les programmes pertinents de formation professionnelle. Actuellement, trois domaines de formation sont offerts.

#### ● Formation en agriculture

A partir de 1995, un centre opérationnel d'agriculture a accepté 106 élèves (filles et garçons) qui avaient fini leur sixième année d'études, pour leur faire suivre une formation professionnelle dans le cadre d'un projet de développement rural. Les élèves sont également inscrites dans un programme pour non-scolarisés, et obtiendront un diplôme correspondant à neuf années d'études après avoir bénéficié d'une formation en agriculture sur une période allant de 18 à 24 mois.

En 1996, le Ministère de l'éducation a aidé environ 40 000 élèves dans le besoin, ayant neuf années de scolarité, à poursuivre des études en vue d'obtenir un certificat d'études professionnelles. Le Ministère de l'éducation a subventionné les honoraires des enseignants et fourni un hébergement gratuit. De plus, 5000 baht (environ US\$ 128) ont été donnés pour chaque élève et par an pour élever du bétail et cultiver des légumes pendant toute la durée des études. Afin de donner à ces élèves un avant-goût de la rémunération du fruit de leur travail après l'obtention de leur diplôme, la possibilité leur était donnée de vendre les produits de la formation pour gagner un peu d'argent.

#### ● Formation au métier d'infirmière

L'Université Mahidol à Bangkok offre chaque année 40 places pour des filles du nord du pays qui ont achevé la neuvième année d'études, afin de les former pendant une année au métier d'aide-soignante. Après la formation, ces élèves travaillent à l'hôpital de Siriraj et à l'hôpital de Ramathibodi (Université Mahidol) pendant au moins

deux ans. Elles sont ensuite encouragées à retourner en zone rurale pour y exercer leur métier.

Le Ministère de la santé publique a également offert 50 places en 1995, et 80 en 1996, dans ses écoles d'infirmières pour des élèves qui avaient fini la douzième année d'études, afin qu'elles y acquièrent une formation, puis aillent travailler dans des centres de santé publique ou des hôpitaux.

## ● Travailler et étudier en même temps

Au début de l'année 1996, l'UNICEF, en collaboration avec les hôtels Dusit Thani (l'une des plus grandes chaînes hôtelières de Thaïlande), s'est allié au projet Sema Pattana Cheewit, afin d'organiser un programme de formation pour 60 élèves qui avaient le diplôme de fin de neuvième année, dans des hôtels des provinces de Phetchaburi et de Chiang Rai. Il est envisagé d'étendre le projet à d'autres hôtels du groupe Dusit Thani Kempinsky, en Thaïlande et en Europe. Dans le cadre de leur formation qui dure deux ans, les élèves acquièrent des connaissances générales par le biais du système thaïlandais d'enseignement à distance. Elles perçoivent un salaire mensuel de 2000 baht (environ US\$ 51). Les diplômées de ce projet sont ensuite recrutées pour travailler dans les hôtels du groupe Dusit Thani, avec un salaire de 5000-6000 baht (environ US\$ 128-153) par mois. Il est prévu d'étendre ce projet à d'autres sociétés.

## Budget

### *Secteur public*

Le gouvernement thaïlandais fournit un budget pour les bourses d'études des filles en septième, huitième et neuvième années. Le montant dépensé à la fois pour les externes et pour les internes est passé de 21 millions de baht environ (environ US\$ 537 000) en 1994, à un peu plus de 41 millions de baht (environ US\$ 1 048 000) en 1997.

### *Secteur privé*

Plusieurs entreprises privées donnent de l'argent pour un fonds de roulement qui sert à financer les frais d'études des élèves de l'école

infirmière et les dépenses personnelles des élèves internes. A mi-1998, le montant total donné s'élevait à 8 millions de baht (environ US\$ 204 600).

### ***Evaluation du projet Sema Pattana Cheewit***

#### *Pertinence*

Les filles actuellement soutenues financièrement par le projet déclarent que les bourses dont elles sont bénéficiaires sont très importantes pour leurs études. La plupart des filles interrogées, originaires des provinces de Chiang Mai, Chiang Rai et Phayao, ont une attitude positive par rapport à l'éducation, et indiquent qu'elles poursuivront leurs études, qu'elles soient ou non bénéficiaires d'une bourse. Elles pourraient obtenir l'argent nécessaire de la famille ou par le biais de prêts, ou bien elles pourraient décider de travailler et d'être autonomes. Quoiqu'il en soit, recevoir une bourse du projet aide à alléger le fardeau financier que représente l'éducation pour les familles, et leur permet de moins s'endetter. Les enseignants qui ont choisi les participantes à ce projet ont constaté que certaines filles avaient déjà été vendues à un agent. Ils ont dû convaincre les parents ou les tuteurs des filles en question de changer d'idée, avant d'offrir les bourses d'études. Il n'est pas exagéré de dire que ce projet a sans doute sauvé la vie de nombreuses filles, à qui il a donné une possibilité d'avenir décent.

#### *Efficacité*

##### *Le processus de sélection*

Choisir « juste » constitue l'étape la plus importante, car il s'agit de faire bénéficier d'une bourse les filles/enfants qui en ont le plus besoin. Afin que chaque école utilise les mêmes critères, le projet a établi des critères de sélection normalisés que chaque enseignant utilise. Les entretiens avec les enseignants de neuf écoles dans trois provinces nous ont permis de savoir que 90% des filles sélectionnées répondaient aux critères établis par le Ministère de l'éducation. Les informations recueillies auprès de 86 filles de ces trois provinces ont révélé que la majorité d'entre elles avaient été sélectionnées du fait de leur pauvreté (63%), parce que leurs parents ne vivaient pas

ensemble (19%) ou parce qu'elles n'habitaient ni avec leur père ni avec leur mère (14%). Les autres raisons évoquées, notamment le fait que les filles avaient des bonnes notes ou que les parents connaissaient des enseignants de l'école, représentaient moins de 5%.

## *Processus d'approbation*

C'est le Bureau provincial de l'éducation qui donne l'approbation finale concernant la liste des futures bénéficiaires d'une bourse. Chaque province a auparavant créé un comité provincial, chargé de décider au regard des critères applicables et du quota qui lui a été alloué. Toutefois, peu de changements sont apportés au niveau provincial à la liste soumise par le Bureau de l'éducation du district. Ainsi, les décisions cruciales sont prises au niveau du district. Dans la mesure où elles disposent de toutes les informations détaillées concernant chacune des filles sélectionnées dans chaque école, les autorités de l'éducation au niveau du district sont mieux à même d'établir une liste des filles les plus pauvres à sélectionner en priorité, indépendamment du quota alloué à chaque école. Il est important de maintenir le pouvoir décisionnaire au niveau du district; à ce niveau, les responsables disposent d'une information plus étoffée et d'un meilleur accès à chaque école. S'il y a lieu, les responsables de district peuvent rendre visite aux familles des filles afin d'observer la situation réelle. Les décisions peuvent ainsi être fondées sur des informations plus immédiates et plus précises.

## *Processus de décaissement des bourses*

Au début du projet, les autorités de province versaient les bourses au Bureau de l'éducation du district, qui ensuite remettait à chaque élève un chèque établi à son ordre. Les élèves ouvraient alors un compte bancaire sur lequel elles faisaient virer le chèque. Ce processus était très lent, toutefois: les filles devaient attendre plusieurs mois avant de toucher l'argent. Dans certains districts, les filles recevaient leur bourse du premier semestre au début du deuxième semestre, si bien qu'elles payaient leurs frais d'études avec leur propre argent pendant le premier semestre.

Le Ministère de l'éducation a reconnu le problème et modifié le processus de décaissement: les élèves ouvrent chacune un compte

bancaire, sur lequel l'argent de la bourse est viré directement. Ce qui rationalise le processus de paiement.

Dans l'ensemble, les élèves considèrent que le système actuel de décaissement est satisfaisant. Environ un quart des filles ont signalé qu'elles avaient eu des problèmes pour recevoir leur bourse; les trois autres quarts se sont déclarées satisfaites. Sur les 22 élèves ayant signalé des problèmes, un peu plus de la moitié ont dit que l'argent octroyé était insuffisant pour une année de scolarité; les autres ont dit que l'argent tardait à être attribué. Aucune élève n'a fait état de problèmes pour retirer l'argent.

### ***Suivi et évaluation***

Un processus de suivi et d'évaluation du projet est mis en œuvre à chaque niveau. Le Ministère de l'éducation effectue une enquête nationale annuelle, en envoyant des questionnaires à chaque province pour s'informer sur les taux d'abandon du projet, les problèmes de mise en œuvre, et sur ce que deviennent les filles ayant terminé la neuvième année d'études. En outre, l'équipe de suivi se rend dans chaque province pour aider à résoudre les problèmes au niveau de la province. L'information recueillie sert à réajuster et à réviser le projet, s'il y a lieu.

Au niveau de la province, les responsables du projet se rendent dans les Bureaux de district à des fins de suivi et d'évaluation. De leur côté, les responsables de district se rendent dans les écoles de leur district pour collecter des informations et donner des directives relatives à la mise en œuvre et à la gestion des problèmes pouvant survenir. De plus, un système de rapport créé par le Ministère de l'éducation permet au Bureau de l'éducation de suivre les informations requises.

**Tableau 1.**

*Internes du projet Sema Pattana Cheewit ayant terminé la neuvième année en 1996*

<b>Ce que les élèves ont fait ensuite</b>	<b>Nombre d'élèves</b>	<b>Pourcentage</b>
Etudes dans le cadre d'un programme universitaire	149	37.7
Etudes dans le cadre d'un programme de formation professionnelle	83	21.0
Etudes dans le cadre d'un programme pour enfants non scolarisés	6	1.5
Etudes dans le cadre d'un programme de coopération secteur public/secteur privé	82	20.8
Travail et études dans le cadre d'un programme pour enfants non scolarisés	11	2.8
Abandon avant la fin de la neuvième année	4	1.0
Programme de formation courte	2	0.5
Entrée dans le monde du travail	36	9.1
Mariage	5	1.3
Non déterminé	8	2.0
Contact perdu	9	2.3
<b>Total</b>	<b>395</b>	<b>100</b>

*Source: Division spéciale de l'éducation, Ministère de l'éducation*

## **Impact**

Dans les trois premières années de mise en œuvre, de 1994 à 1996, 1 395 filles ont bénéficié d'une bourse d'internat, et 11 500 autres d'une bourse d'externat. Le Ministère de l'éducation a collecté des données sur ce que les élèves (le premier groupe de filles à avoir bénéficié d'une bourse, en 1994) étaient devenues à la fin de la neuvième année d'études. Mais seules les données concernant les internes sont disponibles. Elles montrent que sur 395 filles parvenues au



terme de la neuvième année d'études en 1996, 320 (81%) ont poursuivi des études d'une façon ou d'une autre, deux élèves ont suivi une formation courte, 47 filles (12%) ont commencé à travailler, et 4 (1%) ont abandonné leur scolarité. Le Tableau 1 donne la répartition de ces chiffres.

Le pourcentage élevé de filles ayant poursuivi des études après la neuvième année donne une idée de la réussite du projet. Comme on l'a déjà indiqué, les filles recrutées en internat sont celles qui ont des problèmes familiaux et qui risquent fort d'être vendues à un agent. Les pensionnats, situés ailleurs que dans les provinces dont les filles sont originaires, permettent aux filles d'échapper à une situation difficile au sein du foyer et de la famille. Il ressort des discussions de groupe avec les filles qui bénéficient d'une bourse d'études en internat que celles-ci veulent étudier lorsqu'on leur en donne la possibilité. Le programme d'orientation de trois semaines visant à préparer les filles avant leur entrée au pensionnat les aide à s'adapter à la vie à l'école. De plus, trois années d'école suffisent pour informer sur le risque de contracter l'infection à VIH et de devenir professionnelle du sexe, et pour fournir des atouts afin de gagner sa vie autrement.

### ***Durabilité***

Ce projet est financé par le gouvernement. Depuis le début du projet en 1994, les gouvernements thaïlandais successifs se sont tous engagés à lui allouer un budget. Le secteur privé et l'UNICEF participent en apportant un soutien financier pour la formation des élèves qui veulent étudier et travailler en même temps. En outre, le Ministère de l'éducation, avec le concours de la Loterie nationale, a utilisé le système de la loterie en vue de créer un fonds de formation professionnelle pour les filles parvenues au terme de la neuvième année d'études. Ils ont arrêté un montant de 600 millions de baht (environ US\$ 15 340 000) et utilisent les intérêts de ce fonds pour financer la formation professionnelle courte de 10 000 étudiants par an. Cette partie du projet est donc potentiellement indépendante grâce au recours à des mécanismes d'appui à l'échelle nationale apportés par le gouvernement et le secteur privé.

## *Enseignements tirés*

Après quatre années de mise en œuvre, les modalités du projet ont été réajustées de diverses façons pour en améliorer l'efficacité. On trouvera ci-après certains des enseignements tirés.

### *Sélection des élèves et décaissement des bourses*

En ce qui concerne la sélection des élèves, le plus important est de choisir les filles qui ont le plus besoin de bénéficier du projet. Les enseignants en place dans leurs écoles depuis suffisamment longtemps connaissent les antécédents familiaux des filles et choisissent les plus démunies ou celles qui ont des problèmes à la maison. Mais pour les enseignants qui sont nouveaux dans la communauté, ou qui ont peu de contacts avec elle (tels que les enseignants qui travaillent dans la communauté mais qui n'y habitent pas), il conviendrait de mettre au point un mécanisme leur permettant d'évaluer objectivement les besoins des filles et leurs aspirations en matière d'éducation. On pourrait par exemple constituer des dossiers d'antécédents familiaux pour chaque fille, contenant des informations sur la taille, la structure, le revenu de la famille, les membres de la famille qui ont dû aller travailler ailleurs, etc. Des membres de la communauté pourraient être embauchés pour aider les écoles à collecter les informations sur chaque fille.

Ces dossiers, en même temps que les dossiers scolaires des élèves, pourraient servir à identifier les filles qui tireraient le meilleur parti d'une bourse d'études ou de formation professionnelle, conformément aux objectifs du projet. La sélection devrait commencer avant la fin de l'année scolaire afin que les enseignants aient suffisamment de temps pour examiner le cas de chacune des filles et établir la liste des futures bénéficiaires. Faute de temps, l'école peut inviter tous ceux qui sont intéressés par l'octroi d'une bourse à faire acte de candidature. Auquel cas, on risque de ne pas atteindre l'objectif fixé, qui est d'aider tout particulièrement les filles à haut risque.

En ce qui concerne le paiement des bourses, le virement de l'argent sur le compte en banque de chaque fille a été considéré comme la méthode la mieux adaptée. Elle permet d'éviter des formalités inutiles et écourte le temps entre l'approbation pour le paiement et le

virement de l'argent. Toutefois, le système financier au niveau provincial doit être plus souple afin de faciliter et d'accélérer le processus de décaissement.

*Réaction*

Il ressort des entretiens à l'école que la qualité des données issues du questionnaire de suivi du Ministère de l'éducation peut être mise en doute, vu que plusieurs écoles n'ont pas compris les questions et ont fourni des informations incorrectes. Par exemple, à propos du nombre de filles qui abandonnent, de nombreuses écoles n'ont signalé aucun décrochage scolaire, car elles ont immédiatement remplacé les filles qui avaient abandonné par celles de la liste d'attente. Dans leur idée, « décrochage scolaire » évoquait une place laissée vacante plutôt qu'un abandon. Ainsi, les statistiques officielles font état d'un très petit nombre d'abandons, avec pour conséquence une attention insuffisante accordée à la question des décrochages scolaires, aux causes pour lesquelles les filles quittent l'école et à leurs ramifications.

Les données issues de neuf écoles dans les trois provinces ont montré que 11 filles avaient abandonné, sur un total de 346 élèves (environ 3%). Même s'il s'agit d'un faible pourcentage (que l'on peut remettre en question), ce groupe de filles a besoin d'une attention plus conséquente. D'après les informations fournies par les amies de ces filles à l'occasion d'une discussion de groupe sur les raisons de ces abandons, il ressort qu'elles ont abandonné volontairement car elles voulaient travailler. Elles avaient choisi de travailler dans l'industrie du divertissement: salons de massage, restaurants, etc., ce qui les expose au risque de devenir des professionnelles du sexe. Peu a été fait pour suivre ce groupe de filles et les aider à faire d'autres choix de carrière cadrant avec les buts du projet Sema Pattana Cheewit.

En outre, le programme proposé à l'école devrait ouvrir davantage de perspectives professionnelles. Les filles issues de familles pauvres peuvent avoir moins d'aptitudes pour apprendre, et ne pas réussir dans un contexte strictement scolaire. Des élèves déclarent que leurs amies ont abandonné l'école parce qu'elles en avaient assez d'étudier

et de ne pas pouvoir suivre en cours. Si l'école offrait d'autres programmes – tels qu'une formation professionnelle à l'école et la possibilité d'acquérir des compétences psychosociales importantes – cela inciterait les filles à rester. Comme les écoles n'ont aucune stratégie pour faire face au problème des filles qui veulent abandonner, il incombe à chaque enseignant de le régler. Certains enseignants prendront ce problème très au sérieux et s'efforceront de convaincre l'élève de rester, mais d'autres l'ignoreront et se contenteront de remplacer une élève qui veut partir par une fille de la liste d'attente. Il est donc important d'avoir une stratégie claire pour traiter cette question, et notamment des directives à l'intention des enseignants.

Le Bureau de l'éducation du district devrait servir de centre d'information sur la situation des filles à la fois au cours et à la fin de leurs études. L'information sur ce que font les filles après est importante, car elle sert d'indicateur de la réussite du projet ou suggère la nécessité d'améliorer la planification et la mise en œuvre.

L'information sur le projet Education Loan Fund (voir page 43) ou sur l'octroi d'autres bourses devrait être distribuée aux filles du projet Sema Pattana Cheewit avant la fin de leur neuvième année de scolarité, afin qu'elles puissent prendre des dispositions pour poursuivre leurs études.

## ***Le projet Thai Women of Tomorrow (Femmes thaïlandaises de demain)***

Le projet Thai Women of Tomorrow (TWT) a été lancé en 1992 par des chercheurs de la Faculté des sciences sociales, à l'Université de Chiang Mai (CMU) en Thaïlande du Nord. Après avoir réalisé plusieurs études relatives à l'incidence, aux causes et aux effets du commerce du sexe, de la prostitution des enfants et du SIDA, les chercheurs se sont appliqués à trouver des solutions concrètes à ces problèmes. Comme il est crucial d'éviter aux filles jeunes à haut risque d'être précipitées dans l'industrie du sexe, le projet TWT a été soumis au Women's Economic and Leadership Development Programme (WELD), sous appui financier de l'ACDI (Agence canadienne pour le Développement international). Le premier projet approuvé, intitulé *Reduction of Child Prostitution by Raising Consciousness and Attitudes among Children and Parents in Rural Society* [Réduction de la prostitution des enfants grâce à une sensibilisation accrue et un changement d'attitudes parmi les enfants et les parents dans la société rurale], a démarré en 1993. Ce fut la première phase de TWT, visant à tester un modèle de changement d'attitudes. Le projet s'adressait aux filles dans les écoles primaires rurales, qui risquaient de devenir professionnelles du sexe, dans deux districts (Mae Jai et June) de la province de Phayao, région marquée par des problèmes majeurs de VIH/SIDA et de commerce du sexe. Les objectifs du projet étaient de changer les attitudes à la fois des filles et des parents – leur faire fuir la prostitution et privilégier la poursuite des études et les occupations saines.

Après que le modèle eut été testé, avec des résultats satisfaisants, le projet est passé à la Phase II – *Providing educational and occupational opportunities through public-private partnership* [Offrir des perspectives d'études et d'emploi grâce au partenariat secteur public/secteur privé]. Un partenariat secteur public/secteur privé a été créé, afin d'offrir aux filles la possibilité de poursuivre des études et/ou une formation professionnelle. Par le biais de ce partenariat, les filles ont pu bénéficier, à la fin de leur programme de formation, d'une bourse, d'une formation professionnelle et de possibilités d'emploi. Les zones ciblées étaient les provinces de Phayao et

de Chiang Rai, et il était prévu d'étendre le projet de façon à couvrir chaque province du Nord et du Nord-Est, si le programme s'avérait réussi. Le projet a reçu des fonds de l'Agence des Etats-Unis pour le Développement international (USAID) des Etats-Unis en 1993, ainsi que des dons privés.

La troisième phase du projet TWT a commencé à la fin de 1994, lorsque le soutien financier de l'USAID s'est terminé. Afin que le projet dure, trois activités ont été lancées. La première a consisté à instaurer des relations avec des organismes du secteur privé et des organisations non gouvernementales en vue d'un appui à long terme pour offrir des bourses aux élèves. La deuxième activité était conçue pour transférer l'idée et la méthodologie du partenariat secteur public/secteur privé aux établissements d'enseignement et aux organisations publiques, afin de relier le programme d'études et la formation au secteur privé. La troisième activité a consisté principalement à renforcer la production médiatique et le conseil en vue de changer les attitudes des jeunes femmes et de leurs parents par rapport à la prostitution; cette activité a bénéficié du soutien financier du Gouvernement du Japon, dans le cadre du Small Scale Grant Assistance programme (SSGA) [assistance à la fourniture de bourses à petite échelle].

La Faculté des sciences sociales à l'Université de Chiang Mai étant un établissement universitaire, l'objectif de la quatrième phase du projet a été de ramener son rôle dans la mise en œuvre à un rôle d'appui scolaire et de poursuivre la campagne pour changer les attitudes. La quatrième phase a bénéficié de l'appui de l'Organisation internationale du Travail (OIT), dans le cadre du Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC). La dernière phase du projet a consisté à créer un centre de documentation et de recherche contre la prostitution et la maltraitance des enfants en Thaïlande du Nord. Les fonctions du centre sont les suivantes:

1. Fournir des informations sur la prostitution et la maltraitance des enfants.
2. Promouvoir et coordonner un réseau d'organisations gouvernementales et non gouvernementales et d'organismes privés.

3. Créer et utiliser des médias locaux efficaces afin de changer les attitudes concernant la prostitution et la maltraitance des enfants.
4. Favoriser et soutenir l'adoption par les établissements scolaires et de formation existants du module d'interventions complet, en vue de lutter contre la prostitution et la maltraitance des enfants.
5. Entreprendre une évaluation des interventions en cours et mobiliser un soutien scolaire pour les membres du réseau.

A toutes fins utiles (adaptation et mise en œuvre ailleurs), on trouvera ci-après une description détaillée de chacune des phases du projet TWT.

### ***Phase I: Essai pilote d'un modèle pour le changement d'attitudes (1992)***

#### ***Objectif***

Changer les attitudes des filles en zone rurale et de leurs parents pour les amener à être contre la prostitution et en faveur d'une scolarité plus poussée.

#### ***Population cible***

Les élèves du primaire en zone rurale, qui risquent de devenir des professionnelles du sexe, dans deux districts de la province de Phayao.

#### ***Activités***

Les quatre activités principales entreprises dans cette phase ont consisté à:

1. Enquêter sur les attitudes des filles et de leurs parents concernant le commerce du sexe.
2. Produire une bande vidéo en trois parties et des matériels pour le changement d'attitudes.
3. Produire un manuel pour le changement d'attitudes, comprenant des tests avant et après pour la bande vidéo, des infor-

mations techniques pour les groupes de discussion, le conseil et les visites à domicile.

4. Recruter trois enseignants volontaires par district, et les former à travailler aux côtés des élèves et de leurs parents en vue de changer leurs attitudes.

## ***Phase II: Offrir des perspectives d'études et d'emploi grâce au partenariat public/privé (1993-1994)***

En septembre 1993, l'Université de Chiang Mai a organisé un séminaire sur son programme pilote en trois étapes, afin de définir des solutions concrètes en vue de résoudre le problème de la prostitution en Thaïlande du Nord. Dans sa conclusion, le séminaire a souligné que le partenariat secteur public/secteur privé était le meilleur moyen de s'attirer la coopération de chaque secteur de la société afin de régler le problème. Des discussions informelles avec des représentants du secteur privé ont eu lieu pour déterminer la nature de la collaboration. Plusieurs entreprises privées ont manifesté un intérêt marqué pour cette activité en offrant des bourses, des possibilités de formation professionnelle et d'emploi. Le projet a été étendu de façon à couvrir deux provinces – Phayao et Chiang Rai – avec pour but d'accroître les possibilités d'étudier et d'exercer un métier.

### *Accroître les possibilités d'étudier*

Cette activité a deux objectifs principaux: 1) informer les filles en cinquième et sixième années de scolarité ainsi que leur famille des dangers de la prostitution et du risque de SIDA, et 2) offrir aux filles issues de familles pauvres qui risquent d'être attirées par la ruse dans le monde de la prostitution des bourses pour qu'elles poursuivent leur scolarité et aillent jusqu'en neuvième année. Des particuliers et des organisations ont offert en 1994 des bourses de 3000 baht (environ US\$ 77) par an et par élève, pour 100 filles de deux provinces du Nord. En 1995, le nombre de bourses est resté à 100, mais à partir de 1996, il est passé à 300.

Les modalités de mise en œuvre pour le premier objectif ont été les suivantes: sélection de professeurs de conseil dans chaque district, pour la formation d'un total de 18 conseillers au sein du programme;



formation de ces conseillers à l'utilisation de dossiers d'information, aux méthodes de discussion de groupe, au conseil interpersonnel, au conseil de groupe, et aux visites à domicile; distribution de dossiers d'information (y compris des vidéos de télévision et pédagogiques) aux conseillers, aux enseignants, etc.; exposés à des groupes cibles par des conseillers, des responsables du développement et des fonctionnaires de la santé publique à l'aide des dossiers d'information; et activités de suivi et d'évaluation par les comités administratifs de province et de district et par l'Université de Chiang Mai.

L'activité visant à accroître les possibilités d'étudier a d'abord consisté en un apport initial de bourses, puis un fonds de bourses à long terme a été créé. La phase initiale comprenait notamment: 1) une campagne de relations publiques, 2) la reconnaissance de la participation des entreprises et des organisations donatrices, et 3) la création de liens entre les étudiantes et les donateurs. Le but à long terme est de créer une fondation TWT au niveau national pour collecter des fonds destinés à financer les bourses d'études.

Le comité administratif de province est responsable de la régulation, de la gestion et de la distribution des fonds pour les bourses. Le comité de district contrôle la sélection des élèves et assure un suivi du programme conformément aux politiques établies par le comité de province. La Faculté des sciences sociales (Université de Chiang Mai) débloque des fonds pour les provinces et fait office d'organisme coopératif entre les élèves boursiers et les donateurs. Les professeurs de conseil et les principaux des écoles désignent les bénéficiaires d'une bourse et suivent leur parcours scolaire.

*Accroître les possibilités de carrière*

Cette activité offre des possibilités de formation professionnelle et d'embauche. Quatre programmes de formation professionnelle sont proposés: 1) formation au métier d'aide-soignante; 2) formation aux métiers de la confection; 3) formation à l'utilisation de l'ordinateur et au secrétariat; et 4) formation au métier d'assistante tailleur de pierres précieuses. Il existe également un programme de formation spéciale destiné aux filles qui sont trop jeunes pour s'inscrire aux quatre autres.

## 1. Programme de formation au métier d'aide-soignante

L'objectif de ce programme est d'offrir aux filles ayant un diplôme de fin de neuvième année, et âgées de 16 ans ou plus, la possibilité de devenir aide-soignante, et d'avoir un emploi permanent dans les hôpitaux et dans les établissements de soins pour enfants ou personnes âgées. Ce programme se fixe de former et de placer dans le domaine des soins de santé 200 jeunes femmes par an, originaires des provinces prioritaires. Les étapes de la mise en œuvre sont les suivantes:

1. Le comité administratif de province, les Bureaux de la santé publique, du travail et de la protection sociale étudient en détail le plan, le programme de formation et les étapes de la mise en œuvre.
2. Le comité administratif de district identifie les jeunes femmes intéressées par cette carrière, selon les critères et les règles établis par le comité de province.
3. La Faculté des sciences sociales (Université de Chiang Mai), ainsi que les Bureaux administratifs de province et les organisations privées, passent en revue les possibilités de formation professionnelle et recherchent des emplois disponibles.
4. Les Bureaux provinciaux de la santé publique, du travail, et de la protection sociale, ainsi que la Faculté des sciences sociales et les organisations privées recrutent les jeunes femmes pour les programmes de formation.
5. Une session d'orientation avant formation est organisée pour les jeunes femmes qui ont été recrutées.
6. Le programme de formation dure de trois à six mois.
7. A la fin de la formation, les organisations privées aident à fournir un emploi permanent.

## 2. Programme de formation aux métiers de la confection

L'objectif de ce programme est d'aider les élèves ayant terminé la sixième année d'études et âgées de 16 ans ou plus, à apprendre un métier en rapport avec la mode et la confection, et à obtenir un

emploi permanent dans les usines. Ce programme forme, par an, 180 jeunes femmes diplômées. Les étapes de la mise en œuvre sont les suivantes:

1. L'Université de Chiang Mai, le comité administratif de province et les organisations du secteur privé évaluent le plan, le programme de formation, les places disponibles, les possibilités de stage en entreprise et d'embauche.
2. Les comités de province et de district, en particulier les Bureaux provinciaux de la santé publique, du travail, et de la protection sociale, recrutent les jeunes femmes selon les critères et les règles définis par le comité administratif de province.
3. Les jeunes femmes sélectionnées suivent une session d'orientation avant formation, afin d'avoir une idée du déroulement de leur formation.
4. Durant les trois mois que dure la formation, les stagiaires sont nourries, logées et transportées gratuitement, et perçoivent une petite allocation. Les stagiaires sont en mesure de gagner de l'argent en plus si les formateurs parviennent à leur trouver un travail à mi-temps ou un stage en entreprise durant le programme de formation.
5. Les jeunes femmes qui ont réussi le programme de formation seront embauchées en emploi permanent dans les usines de confection des provinces de Chiang Mai et de Lampang, et seront payées en fonction de leurs qualifications, mais pas moins que le salaire minimum légal.

### 3. Programme de formation au métier de secrétaire et à l'utilisation de l'ordinateur

Ce programme a pour objectif d'offrir aux filles parvenues en fin de neuvième année (âgées de 16 ans ou plus) la possibilité de devenir secrétaire. Cinquante jeunes femmes reçoivent 250 heures de formation pour apprendre à utiliser l'ordinateur et acquérir d'autres compétences en bureautique. On leur remet des certificats et on les appuie pour trouver des emplois convenables. Les étapes de la mise en œuvre sont les suivantes:

1. L'USAID, la Faculté des sciences sociales de l'Université de Chiang Mai et les entreprises privées définissent conjointement le plan de formation, les activités du programme, le lieu et le contenu de la formation, et prennent des dispositions pour l'embauche après la formation.
2. Les comités administratifs de province et de district sélectionnent les jeunes femmes qui répondent aux critères et aux règles établis.
3. Les filles recrutées suivent un programme d'orientation qui leur permet de comprendre les conditions de formation et de travail.
4. Après la formation, les étudiants passent un examen et reçoivent un certificat.
5. Tous les organismes publics et privés qui participent au programme coopèrent pour proposer des stages et des emplois aux bénéficiaires de la formation.

#### 4. Programme de formation au métier d'assistante tailleur de pierres précieuses

Ce programme offre aux jeunes femmes qui ont terminé leur neuvième année de scolarité la possibilité de devenir assistante tailleur de pierre, en emploi permanent, dans les usines et entreprises de taille du diamant et autres pierres précieuses. En collaboration avec la Thai Gem and Jewelry Traders Association, le programme s'est fixé de former 120 jeunes femmes et de les placer dans un poste permanent. Les étapes de la mise en œuvre sont les suivantes:

1. Le comité administratif de district et les membres du comité représentatif de la société IGS Public Co., Ltd. (Gemopolis) à Bangkok recrutent des jeunes femmes qui veulent embrasser cette carrière.
2. La Faculté des sciences sociales, et les Bureaux administratifs de province et des organisations privées coopèrent avec la Thai Gem and Jewelry Traders Association pour fournir des emplois.
3. Une orientation avant formation est organisée pour les filles qui sont recrutées.

4. La formation se déroule sur six mois chez Gemopolis, située dans la banlieue de Bangkok.
5. Après la formation, la société Gemopolis offre aux jeunes femmes des emplois permanents.

## 5. Programme de formation spécialisée

Les filles qui ne peuvent pas bénéficier de l'un des quatre programmes de formation décrits ci-dessus en raison de leur âge risquent d'être contraintes par leurs parents de travailler. En outre, les filles qui bénéficieront d'une bourse pour poursuivre leurs études jusqu'en septième année, ou celles qui sont acceptées dans un programme de formation, peuvent également subir des pressions durant les deux à trois mois qui précèdent le début des cours ou du programme de formation. Les agents profitent de cette période pour contacter les parents des filles et leur proposer des prêts. Le programme de formation spécialisée a été créé pour donner à ces filles la possibilité de suivre une formation spéciale au sein de leur province pendant cette période cruciale de deux à trois mois, et pour empêcher les agents de faire pression sur les filles et leurs parents. Le programme est mis en œuvre de la façon suivante:

1. Les enseignants/conseillers locaux recensent les cas urgents – les filles considérées comme à haut risque de partir subitement pour entrer dans l'industrie du sexe.
2. Les enseignants ou les conseillers contactent par téléphone la Faculté des sciences sociales. Ensemble ils élaborent un plan alternatif d'action approprié, en détail et en temps voulu.
3. Les enseignants/conseillers se servent de l'argent du programme de formation spécialisée pour répondre immédiatement aux besoins de telle ou telle fille, en particulier en les faisant entrer dans un des divers programmes formant à des activités telles que la coiffure, la cuisine, la peinture sur tissu/parapluie, ou la sculpture sur bois.

## ***Phase III: Renforcement de la production médiatique et du potentiel de conseil (1995)***

La TWT a pu renforcer ses activités en cours et étendre ses efforts à une zone et à une population cible plus larges en Thaïlande du Nord. Lors de cette phase, les expériences précédentes en matière d'activités pour le changement d'attitudes et les récits sur la réussite de filles qui avaient achevé leur formation et trouvé des emplois permanents ont été incorporées dans plusieurs modules de matériels de campagne.

## ***Phase IV: Extension de la campagne pour le changement d'attitudes et de l'appui scolaire (1995)***

Trois districts dans chacune des quatre provinces de Thaïlande du Nord (Chiang Rai, Phayao, Lampang et Chiang Mai) ont été ciblés pour cette phase. Deux projets ont été mis en œuvre durant cette période: 1) une campagne contre la prostitution des enfants et en faveur de l'adoption de nouvelles attitudes en matière de carrière, et 2) la mise au point de normes d'éducation et d'une formation spécialisée pour les internes du projet Sema Pattana Cheewit.

### *Campagne contre la prostitution des enfants et pour l'adoption de nouvelles attitudes en matière de carrière*

Ce projet est un prolongement de l'activité de la Phase II, axée sur une campagne pour changer les attitudes des filles et de leurs parents concernant la prostitution. Parmi les techniques de campagne utilisées, il faut citer les discussions en face-à-face, les discussions de groupe, et les visites à domicile. Des bourses ont également été octroyées à des filles qui avaient fini leur sixième année, afin de permettre à ces dernières de poursuivre leurs études pendant encore trois ans. Cette activité a été coordonnée avec le projet Sema Pattana Cheewit, mis en œuvre par le Ministère de l'éducation. Les filles recrutées par le projet TWT ont été traitées de la même façon que les filles qui avaient participé au projet Sema Pattana Cheewit. Le projet TWT, cependant, a accordé plus d'attention aux filles ayant fini leur neuvième année, les incitant à poursuivre leurs études, ou leur offrant une formation courte et trouvant des emplois appropriés à celles qui avaient fini leur formation.

*Mise au point de normes d'éducation et d'une formation spécialisée pour les internes du projet Sema Pattana Cheewit*

Les pensionnats participant au projet Sema Pattana Cheewit accueillent les filles à haut risque de devenir des professionnelles du sexe; ainsi, loin de chez elles, ces filles ne seront pas forcées par leurs parents d'entrer dans l'industrie du sexe. Toutefois, il s'est avéré nécessaire d'offrir d'autres options aux filles du projet Sema Pattana Cheewit qui ne pouvaient pas suivre les programmes scolaires classiques. Comme mentionné auparavant, les filles issues de familles pauvres ont souvent moins d'aptitudes pour apprendre, et peuvent être incapables de suivre en cours. Il serait bon pour ces filles que l'école leur propose d'autres solutions telles qu'une formation spécialisée leur permettant de trouver un emploi à la fin de la neuvième année de scolarité.

Les chercheurs du projet TWT, en collaboration avec le projet Sema Pattana Cheewit, ont travaillé en vue de l'élaboration de normes d'éducation et de formations spécialisées pour les filles en internat. Le projet sur la conception de normes d'éducation et de formations spécialisées pour les internes du projet Sema Pattana Cheewit a quatre objectifs:

1. Améliorer et concevoir des modèles et normes d'éducation qui satisfassent les besoins des filles et qui puissent être utilisés par ces dernières pour gagner de l'argent une fois leurs études terminées.
2. Tester ces modèles dans les écoles participant au projet, pour en évaluer l'efficacité et l'efficience.
3. Utiliser les modèles comme approche de formation professionnelle pour les filles, à l'école, et s'assurer qu'ils répondent aux besoins locaux.
4. Permettre aux filles de ce groupe cible de gagner un peu d'argent pendant leurs études.

Des travaux de recherche sur les formations spécialisées à l'école ont été entrepris pour réaliser ces objectifs.

## *Evaluation du projet Thai Women of Tomorrow*

### *Pertinence*

Les objectifs majeurs de ce projet sont de changer les attitudes des filles et de leurs parents par rapport à la prostitution, dans la partie nord de la Thaïlande, et d'offrir à ces filles la possibilité d'acquérir un niveau d'études supérieur et des possibilités d'embauche – moyen pour elles d'éviter de devenir des professionnelles du sexe. Avant l'épidémie de SIDA, les parents avaient appris d'après l'expérience d'autres familles que vendre les filles comme prostituées constituait un moyen d'améliorer leur situation financière et de satisfaire leurs envies matérielles. Ces parents, n'ayant guère d'autres solutions pour gagner leur vie, ont considéré que vendre leurs filles comme prostituées représentait une solution viable. Toutefois, les filles qui ont versé dans la prostitution n'ont pas toutes été vendues par leurs parents. Beaucoup ont été leurrées: on leur promettait de bons emplois à la ville – serveuse de restaurant, gouvernante – mais pour finir elles étaient contraintes de travailler comme professionnelles du sexe. Avec la propagation du SIDA et la prise de conscience du fait que les professionnelles du sexe représentent le groupe le plus vulnérable à l'infection à VIH, beaucoup d'organisations concernées ont commencé à prendre le problème au sérieux. Le projet TWT se concentre sur les stratégies préventives – s'attaquer au problème du SIDA en donnant aux filles la possibilité de poursuivre des études.

Il est admis dans la communauté thaïlandaise que plus une fille reste longtemps à l'école, plus elle a de chances d'échapper au commerce du sexe. Les informations disponibles indiquent que les diplômées de fin de sixième année sont plus susceptibles d'entrer dans l'industrie du sexe que celles qui ont un diplôme de fin de neuvième année. L'éducation est considérée comme l'une des meilleures stratégies pour traiter le problème de la prostitution et ainsi réduire la vulnérabilité des filles.

Le projet s'emploie à inciter les filles en fin de sixième année à continuer l'école pendant encore trois ans. Trop jeunes pour entrer légalement dans le monde du travail, ces filles risquent toutefois d'entrer de force dans l'industrie du sexe. En outre, les clients des



maisons de passe préfèrent souvent les filles jeunes, pensant souvent à tort que ces dernières sont indemnes du VIH/SIDA. Comme on l'a déjà fait remarquer, ces enfants sont issues principalement de familles enlisées dans la pauvreté et l'endettement. Les tenanciers de maisons de passe ont des réseaux d'agents qui recherchent les familles avec des filles jeunes et qui les tentent en leur offrant de l'argent; les parents, confrontés aux difficultés financières et attirés par les biens de consommation, en arrivent à considérer leurs filles comme des marchandises. Les filles se soumettent aux desiderata de leurs parents par sens du devoir et pour contribuer aux revenus du ménage. Une fois vendues, les filles sont prises au piège de la profession et ont bien du mal à en réchapper. Elles sont victimes de mauvais traitements, et confrontées au risque d'infection à VIH. En conséquence, empêcher que ces filles ne soient vendues constitue une étape très importante.

Ce projet a démarré en 1992, deux ans avant le projet Sema Pattana Cheewit. Les chercheurs de l'Université de Chiang Mai se sont employés à trouver des solutions au problème de la prostitution des enfants en Thaïlande du Nord, où les taux de prostitution et de VIH sont les plus élevés du pays. Cette initiative est à considérer comme un projet pilote et, pour ce qui est de convaincre les filles et leur famille de poursuivre leurs études, elle a fait ses preuves. Les pouvoirs publics l'ont donc utilisée comme modèle pour mettre en œuvre le projet Sema Pattana Cheewit et pour l'étendre à d'autres parties du pays confrontées aux mêmes problèmes.

### *Efficiencie*

Le projet fait appel à des enseignants formés au conseil pour suivre le parcours de ces filles et examiner avec elles la question de la poursuite de leurs études et de leur carrière professionnelle. Les enseignants connaissent les problèmes de chaque fille, et ils peuvent également rencontrer les parents ou les tuteurs, pour étudier la situation et les inciter à laisser leur(s) fille(s) poursuivre des études. Les enseignants jouent alors un rôle important dans l'identification du groupe cible. Selon le directeur du projet, environ 95% des filles choisies pour participer au projet sont dans un groupe cible déterminé.

Axé sur l'éducation, ce projet collabore directement avec le Ministère de l'éducation au niveau du district et de la province, avec le Ministère du travail et de la protection sociale, et avec le Ministère de l'intérieur. Les bureaux concernés traitent des questions telles que la formation, la recherche d'emplois, et la sélection des participantes appropriées.

Le projet est administré par le comité administratif de province, dirigé par l'USAID, le Département de la coopération économique et technique au sein du gouvernement thaïlandais et la Faculté des sciences sociales (Université de Chiang Mai). Le comité administratif de district est l'organisme de mise en œuvre. La structure administrative est organisée de façon à être efficace, tout en gardant une certaine souplesse sur le plan opérationnel.

Pour l'instauration de son partenariat public/privé, le projet a invité les secteurs public et privé à participer à la mise en œuvre de ses activités et à fournir un soutien financier. Par exemple, J. Walter Thompson, une société de publicité, a accepté de faire don de temps de production et de créativité pour lancer une campagne dans les provinces cibles. Cette société a également souhaité offrir des bourses aux filles pauvres inscrites dans le projet pilote. Citibank a offert des emplois à mi-temps dans ses bureaux de Chiang Mai. D'autres sociétés telles qu'IBM et AT&T ont également proposé des bourses pour les filles pauvres. Les journaux ainsi que les radios et télévisions ont fait don de temps de publicité pour le programme. Le centre d'informatique de l'Université de Chiang Mai a fourni, au prix coûtant, un programme de formation à la bureautique et au travail sur ordinateur, et d'autres sociétés de la région ont offert des formations supplémentaires, l'hébergement, les repas et les emplois après formation aux filles participant au projet. Cependant, le budget du projet a reposé principalement sur l'appui des organisations internationales. L'Annexe B présente la structure du partenariat.

Au début, le projet a été soutenu par l'ACDI (phase consacrée au changement d'attitudes des filles et de leurs parents). La seconde phase a bénéficié du soutien de l'USAID et de particuliers. Il y a eu un contretemps, avec le retrait de l'USAID de la Thaïlande. Au tout début du projet, l'USAID avait financé les bourses pour les élèves de

septième année ainsi que les indemnités journalières et l'hébergement pour les filles suivant une formation de courte durée. Les bourses s'élevaient à 3000 baht (environ US\$ 77) par an pour les élèves en septième année. Lorsqu'en 1994 le bureau de l'USAID a quitté la Thaïlande, le projet ne fonctionnait que depuis un an, et les élèves qui bénéficiaient d'une bourse n'avaient pas encore terminé leur neuvième année. Le projet a dû réduire de moitié le montant des bourses, et il a fait campagne pour inciter le secteur privé et les particuliers à donner de l'argent.

Trouver des emplois convenables aux filles à la fin de leur formation représente un autre volet compliqué – pourtant capital – du projet. Un emploi rémunéré de façon satisfaisante constitue une motivation à la fois pour les filles et pour leur famille. Au départ, la participation du secteur des entreprises au projet se réduisait à l'offre d'une formation et d'emplois par une petite usine locale de vêtements. L'avantage, avec ce type d'entreprise, c'était que les filles apprenaient le métier de la confection de A à Z; l'inconvénient: ces emplois étaient mal payés. L'usine payait les filles bien en dessous du salaire minimum, car elles étaient « stagiaires ». Le directeur du projet a donc contacté d'autres usines plus grandes où les salaires étaient plus conformes aux lois du travail. Les filles étaient plus satisfaites de leurs revenus mensuels et pouvaient en envoyer une partie à leur famille.

A l'origine, le projet finançait l'hébergement, les indemnités journalières et les repas des filles (avec le soutien de l'USAID) et l'usine fournissait les matériels de formation et assumait les autres frais afférents à la formation. Après la réduction du budget, le personnel du projet est passé d'un rôle de soutien financier à un rôle d'intermédiaire pour les usines qui voulaient de la main-d'œuvre formée. Le projet a fait campagne auprès de toutes les usines de la région, soulignant qu'il pouvait recruter des filles qualifiées pour les former au travail en usine. Le directeur du projet a également rencontré la direction de ces usines pour obtenir leur coopération et l'offre de formations et d'emplois pour les filles. Actuellement, sept entreprises participent.

L'autre obstacle rencontré était lié à la culture des filles du nord de ce pays: elles doivent prendre un congé prolongé pendant le Festival

annuel de Sonkran, à l'occasion de la nouvelle année thaïlandaise (en avril). Pour les gens de Thaïlande du Nord, ces vacances sont les plus importantes de l'année et ils doivent rentrer chez eux pour cela. Les vacances peuvent durer dix jours. En conséquence, les usines, en particulier celles qui doivent respecter strictement leur calendrier de commandes, préfèrent embaucher des filles qui ne sont pas originaires du Nord.

## *Impact*

Le projet TWT est parvenu à atteindre réellement bon nombre de ses buts et objectifs. Il a recruté des enseignants bénévoles dans six districts des provinces de Phayao et de Chiang Rai, les a formés et leur a confié la responsabilité de changer les attitudes des filles à risque et de leur famille. Des modules efficaces de supports et méthodes de campagne ont été élaborés; par exemple, une série de bandes vidéos contient des entretiens avec des filles anonymes qui travaillent actuellement comme professionnelles du sexe, et qui font part de leur souffrance, dont les villageois ignorent habituellement la nature. Lorsque les filles et leur famille apprennent le type de sévices que les professionnelles du sexe peuvent subir, leur attitude vis-à-vis de la prostitution change. Des discussions de groupe et des visites à domicile ont également été soigneusement organisées par le personnel de TWT, pour les groupes cibles, avec l'encadrement des enseignants bénévoles. Ces méthodes se sont également poursuivies avec les familles à risque, pour assurer une surveillance et un suivi, et essayer d'influer sur les décisions concernant l'avenir des filles. En conséquence, un grand nombre de filles et de parents ont changé d'avis et opté pour la poursuite des études ou l'inscription à un programme de formation professionnelle.

Le projet a offert plus de 1000 bourses à des filles qui avaient terminé leur sixième année. Ce qui signifie trois années encore, au moins, avant que ces filles n'arrivent sur le marché du travail.

En outre, 425 autres filles ont suivi une formation professionnelle dans quatre domaines:

1. Cent quarante filles ont suivi le programme de formation sur six mois au métier d'aide-soignante à l'École thaïlano-canadienne

de la société Care West. A l'issue de cette formation, elles ont été embauchées par Care West et par quelques hôpitaux privés de Bangkok, de Chiang Mai et de Chiang Rai, avec des salaires et des avantages légaux.

2. Soixante-quinze filles ont suivi 250 heures de formation au centre d'informatique de l'Université de Chiang Mai. Elles ont ensuite été placées à des postes de secrétaire dans plusieurs sociétés bien implantées, avec des salaires et des avantages raisonnables.
3. Cent cinquante filles ont suivi une formation de trois mois au groupe Wing à Sankanpang, Chiang Mai, et au groupe Sahapatana à Lamphun. Elles ont ensuite été placées dans plusieurs entreprises de confection de vêtements et de cuir, à Chiang Mai, avec des salaires et des avantages légaux.
4. Soixante filles ont été formées chez Gemopolis et General Diamond, les deux plus grandes entreprises de taille de pierres précieuses. Ces entreprises les ont ensuite embauchées comme tailleuses qualifiées de pierres précieuses, à Bangkok. Cette carrière est très prometteuse et les avantages sont plus élevés que le salaire minimum légal.

### *Durabilité*

Le projet fonctionne depuis cinq ans. Les stratégies de mise en œuvre ont été modifiées en fonction de l'évolution de la situation. Depuis son démarrage dans un contexte universitaire, le projet a été orienté vers la recherche. L'intention était de mettre au point un modèle qui puisse être reproduit dans d'autres régions, à plus grande échelle. Le projet pourrait être autonome s'il développe complètement son partenariat avec les secteurs public et privé. L'Université de Chiang Mai a fait office de coordonnatrice et de point focal pour la mise en œuvre. Moyennant un apport de fonds par des donateurs internationaux ou nationaux, le projet pourrait partager les dépenses afférentes à la formation et aux bourses des élèves. En cas de coupure des fonds, le projet pourrait collaborer avec les entreprises, en facilitant, coordonnant et organisant la sélection des futures participantes aux programmes de formation de ces entreprises.

Le projet étant géré par un organisme universitaire, il n'a pas été possible de l'étendre de façon à couvrir l'intégralité de la population ciblée. En conséquence, après avoir testé leur modèle et tiré des enseignements importants de sa mise en œuvre, les organisateurs du projet sont passés à un rôle de centre de recherche et de documentation contre la prostitution et la maltraitance des enfants en Thaïlande du Nord.

## *Enseignements tirés*

1. Le projet est parti du principe que le changement d'attitudes des filles et des parents représentait le facteur le plus important de sa réussite. Si les parents et les filles conservent la même attitude positive vis-à-vis de la prostitution, il est difficile de les convaincre de l'intérêt de l'éducation. Même si le projet peut indemniser la famille en octroyant des bourses aux enfants, les enfants abandonneront peut-être l'école avant la fin de la neuvième année. Le projet a donc placé ses efforts dans des activités pour le changement d'attitudes, avec, à l'appui, des bourses et des formations courtes pour celles qui souhaitaient avoir d'autres moyens de gagner de l'argent. Cette stratégie est cruciale pour la réussite du projet. Une fois que les familles auront changé d'attitude vis-à-vis de la prostitution, elles essaieront de trouver d'autres moyens de gagner leur vie, indépendamment de l'existence du projet. Les communautés pourraient participer aux activités pour le changement d'attitudes. A cet effet, le projet, en collaboration avec les ONG, pourrait former des bénévoles communautaires. Une fois que les communautés connaîtront les stratégies à utiliser et auront assimilé l'idée qu'il est dangereux de laisser les filles devenir des professionnelles du sexe, on pourrait bien voir les buts du projet se réaliser.

Cette stratégie est différente de celle du projet Sema Pattana Cheewit, qui met davantage l'accent sur les bourses. En combinant les efforts et les stratégies de ces deux projets, on aurait de meilleures chances de réduire le nombre de filles qui versent dans la prostitution.

2. La formation courte offerte aux filles des régions rurales devait être conçue en tenant compte des aptitudes des filles. Le programme de formation au travail sur ordinateur n'est peut-être pas approprié car il nécessite une bonne connaissance de la langue anglaise, lacune majeure des élèves des zones rurales. Ces élèves se donnent du mal, et malgré tout, à la fin de leur formation, elles ne peuvent souvent pas soutenir la concurrence avec d'autres personnes qualifiées. Les programmes de formation qui conviennent le mieux aux filles de cette région sont la taille des pierres précieuses et la confection. Elles peuvent apprendre vite et obtenir un emploi bien rémunéré à la fin de leur formation. Il est prioritaire de s'appliquer à faire suivre la formation appropriée à la population ciblée.
  
3. Le choix des entreprises qui participent au projet est une autre question importante. Le placement des filles, à l'issue de leur formation, dans des entreprises qui les exploitent, en les payant mal ou en les faisant travailler trop, risque de les décourager et de les inciter à devenir des professionnelles du sexe, lesquelles gagnent beaucoup plus d'argent. En conséquence, les pratiques passées peuvent reprendre le dessus, et la prostitution redevenir le travail le plus viable pour les femmes pauvres des régions rurales. En choisissant les bonnes entreprises partenaires et en les faisant participer à chaque étape du projet, en particulier à la planification et à la mise en œuvre, on peut leur faire mieux connaître et comprendre les objectifs du projet, et ainsi réduire le risque d'exploitation.

## ***Le projet Education Loan Fund (Fonds de prêts pour l'éducation)***

Ce projet a été approuvé en janvier 1996, dans l'optique d'offrir la possibilité de poursuivre des études aux élèves qui ne sont financièrement pas en mesure d'aller au-delà de la neuvième année. Le développement des ressources humaines et l'égalité d'accès à l'éducation pour tous constituent les objectifs majeurs du projet. En Thaïlande, l'école est obligatoire jusqu'à la sixième année; après quoi, la poursuite des études est du ressort de chaque individu et des familles. Mais les familles aux revenus limités peuvent décider de mettre leur enfant sur le marché du travail plutôt que de les laisser continuer l'école. En conséquence, ces enfants se retrouvent pris au piège des emplois mal payés et du travail non qualifié, incapables d'améliorer leur qualité de vie.

Ce projet offre aux étudiants des prêts avec des intérêts faibles, pour leur permettre de poursuivre leurs études jusqu'au niveau universitaire. Les étudiants pouvant bénéficier d'un prêt doivent répondre aux critères suivants:

1. Être de nationalité thaïlandaise, inscrit dans un établissement d'enseignement thaïlandais, soit dans une école secondaire (d'enseignement général ou professionnel), pour préparer le baccalauréat, soit dans un programme pour enfants non scolarisés.
2. Ne pas avoir d'emploi à temps complet pendant la durée des études.
3. Un revenu familial total ne dépassant pas 120 000 baht (environ US\$ 3068) par an; et l'élève doit avoir un dossier scolaire satisfaisant.
4. Pas de situations de faillite.
5. Casier judiciaire vierge.

Les élèves peuvent demander un prêt pour couvrir les frais de scolarité, les dépenses liées aux études et les dépenses courantes. Les dépenses annuelles pour chaque niveau scolaire en école secondaire



ou équivalent vont de 53 640 baht (US\$ 1372) à 76 500 baht (US\$ 1956) pour le diplôme du baccalauréat. Les contrats sont établis sur une base annuelle. Une fois que l'octroi d'un prêt est accepté une première année, les étudiants sont assurés d'en avoir un les années suivantes, jusqu'à l'obtention du diplôme, sauf problèmes scolaires les empêchant d'aller jusqu'au bout.

Les élèves doivent commencer à rembourser le prêt deux ans après la sortie de l'école – intérêts et capital – selon un calendrier progressif (Tableau 2). Le prêt doit être entièrement remboursé au bout de 15 ans (soit 17 ans après la fin des études). Le taux d'intérêt est fixé à 1% par an. Le prêt est bouclé quand tout l'argent a été rendu, ou si l'emprunteur décède.

**Tableau 2.**

*Pourcentage du capital à rembourser chaque année après la fin des études*

Année	Pourcentage de capital à rembourser	Année	Pourcentage de capital à rembourser
1	1.5	9	7.0
2	2.5	10	8.0
3	3.0	11	9.0
4	3.5	12	10.0
5	4.0	13	11.0
6	4.5	14	12.0
7	5.0	15	13.0
8	6.0		

**Calendrier de mise en œuvre**

En mars-avril, on crée un comité et un groupe de travail à l'échelon province, afin d'examiner les directives relatives à l'octroi des prêts et au processus de mise en œuvre. L'information sur le projet de prêt est transmise à tous les étudiants des établissements scolaires et au

grand public. En mai, les établissements scolaires annoncent aux élèves qu'ils peuvent soumettre leur demande, puis ils étudient les formulaires de demande. Les établissements constituent une liste de tous les élèves qui souhaitent bénéficier d'un prêt et calculent le montant total requis.

En juin, le comité de province tient une réunion pour traiter les cas dans lesquels le montant de l'argent requis dépasse le montant alloué à la province. Le comité peut décider d'allouer moins d'argent que ne le demande chaque individu, afin de répartir le total entre un nombre supérieur d'élèves souhaitant en bénéficier. Les établissements scolaires demandent aux futurs bénéficiaires d'un prêt de rédiger un contrat avec la Banque Krung Thai. En juillet, les écoles transmettent le nombre d'élèves et le montant total requis au Bureau provincial de l'éducation, lequel transmet l'information au Ministère de l'éducation et à la Banque Krung Thai.

En août et septembre, le Ministère des finances vérifie chacun des contrats et la Banque Krung Thai vire les allocations mensuelles au compte de chaque étudiant. Puis, le groupe de travail à l'échelon province suit la mise en œuvre du projet.

Le budget du projet pour la première année de mise en œuvre (1996) a été de 3000 millions de baht (environ US\$ 76 720 000); 60% de ce montant est allé au Ministère de l'éducation, et 40% au Ministère des affaires universitaires. En 1997, le budget a été fixé à 10 950 millions de baht (US\$ 280 millions).

## ***Evaluation du projet Education Loan Fund***

### ***Pertinence et efficacité***

Les étudiants (garçons et filles) qui ont terminé leur neuvième année, et qui veulent poursuivre des études selon la filière classique ou non classique, constituent la population cible du projet. La sélection des étudiants est effectuée par un comité dans chaque établissement scolaire, selon les directives fournies par le comité de prêts au bureau central.

Ce projet a pour but d'aider les familles pauvres, indépendamment du risque que les enfants peuvent courir d'entrer dans l'industrie du

sexe. Toutefois, les élèves du projet Sema Pattana Cheewit sont prioritaires si elles font une demande de prêt d'études. Ainsi, bien que ce projet ne s'attaque pas directement au problème du SIDA, il est considéré comme un projet d'appoint, qui contribue à la réalisation des objectifs des projets Sema Pattana Cheewit et Thai Women of Tomorrow.

Pendant, en ce qui concerne les chances d'obtention d'un prêt des filles participant au projet Sema Pattana Cheewit, le projet de prêts d'études n'est pas une réussite totale. Lors des discussions de groupe avec ces filles, à la question posée « Pourquoi ne pas avoir postulé pour un prêt ? », la plupart ont répondu qu'elles n'avaient pas entendu parler de cette possibilité. L'information sur le projet de prêt est affichée dans les écoles secondaires. Les élèves à un niveau scolaire inférieur ne reçoivent cette information qu'indirectement – par le biais de messages courts à la radio ou à la télévision. En outre, les élèves qui peuvent postuler pour un prêt doivent être déjà inscrits dans une école secondaire ou dans un établissement d'enseignement supérieur; donc, ceux qui finissent leur neuvième année ne sont pas en mesure de postuler tant qu'ils ne sont pas inscrits dans un de ces établissements. Le processus du projet Sema Pattana Cheewit diffère en cela que les élèves savent qu'elles bénéficieront d'une bourse avant d'avoir fini la sixième année; elles sont ainsi certaines qu'elles auront les fonds suffisants pour poursuivre leurs études. Le projet de prêts d'études adopte en fait un processus qui réduit les chances des étudiants pauvres, tels que les élèves participant au projet Sema Pattana Cheewit, qui souhaitent poursuivre leurs études, mais ne sont pas suffisamment informées ou ne sont pas assurées de la suite favorable donnée à leur demande.

### *Impact*

En 1996, avec l'argent de ce prêt, plus de 131 000 élèves ont étudié dans des écoles relevant du Ministère de l'éducation et un peu plus de 21 500 dans des établissements relevant du Ministère des affaires universitaires. Les étudiants ayant reçu un prêt concédé par le Ministère de l'éducation ont été plus de 373 000 (soit une hausse de plus de 185%) en 1997 et plus de 65 000 (soit une hausse de 205%) en ont reçu un du Ministère des affaires universitaires.

## *Durabilité*

Le projet fonctionne depuis seulement deux ans. La condition sine qua non de sa durabilité est que le gouvernement alloue un budget annuel suffisant; et encore faut-il que les étudiants parvenus au terme de leurs études commencent à travailler et remboursent rapidement leur prêt; les montants remboursés vont dans un fonds de roulement et sont alloués à de nouveaux étudiants. Il est trop tôt pour parler du taux d'échec (c'est-à-dire, le non-remboursement des prêts) ou de l'impact de ce taux sur la durabilité du projet.

## *Enseignements tirés*

1. Durant la première année de mise en œuvre, les étudiants n'ont pas compris l'objectif du projet de prêt et craignaient de s'endetter, si bien que le montant total des prêts demandés par les étudiants a été inférieur à la somme d'argent allouée. Il est donc avant tout nécessaire d'informer la population cible de la disponibilité de fonds et des conditions des prêts. En outre, chaque école doit recevoir une information détaillée, afin de pouvoir répondre à toutes les questions des étudiants. Le processus de mise en œuvre est plutôt compliqué et les termes des contrats doivent être plus précis. De nombreuses écoles n'ont pas compris le processus du projet, ce qui a engendré des retards.

Les étudiants qui ont bénéficié d'un prêt durant la première année de mise en œuvre ont dû attendre un semestre avant que leur prêt ne soit accepté. Durant la deuxième année, quand les étudiants ont compris le système ou ont appris l'existence du projet par le biais d'autres étudiants ayant déjà reçu un prêt, le nombre de demandeurs a doublé et la mise en œuvre a été plus rapide. Il est crucial de diffuser l'information et d'avoir des directives de mise en œuvre détaillées. Les ONG peuvent se charger de la diffusion de l'information aux populations ciblées, en particulier les groupes qui sont le plus dans le besoin; cela peut englober l'identification des groupes cibles et la transmission des renseignements nécessaires, notamment sur les fonds disponibles, le processus de candidature, le contrat et les modalités de remboursement, etc.

2. Il s'est avéré important d'éviter des mots pouvant heurter certains groupes de population et les empêcher de postuler pour un prêt. Par exemple, les musulmans n'acceptent pas le mot « intérêt »; l'employer équivaut à réduire les chances de ce groupe d'étudiants de solliciter un prêt. Le projet a donc remplacé ce mot par « frais », ce qui est acceptable pour la population ciblée.

Les étudiants bénéficiaires d'un prêt qui ont été questionnés ont déclaré qu'ils parvenaient mieux à se concentrer sur les études, car ils n'avaient pas à se soucier de gagner de l'argent pour les payer. Ils ont également affirmé qu'ils se sentaient davantage motivés pour aller jusqu'au bout de leurs études, afin d'obtenir un emploi et de rembourser leur prêt.

## Références et annexes





## Références

AIDS Division, Department of Communicable Disease Control, Ministry of Public Health. *HIV/AIDS Situation in Thailand*. Bangkok, 1997.

Ard-am, Orathai and Chanya Sethaput. *Child Prostitute in Thailand*, Institute for Population and Social Research, Mahidol University, Bangkok, 1994.

Boonchalaksi, Wathinee and Guest P. *Prostitution in Thailand*, Institute for Population and Social Research, Mahidol University, Bangkok, 1994.

Chiang Mai University. *The Thai Women of Tomorrow Project*, 1996.

Division of Epidemiology, Ministry of Public Health. *Weekly Epidemiological Surveillance Report*, Volume 28: Number 8 S, September 12, 1997.

Guest P. *Guestimating the Underestimatable: The Number of Child CSWs in Thailand*. In Ard-am Orathai and Chanya Sethaput, *Child Prostitute in Thailand*, 1994.

Kaime-Atterhog, Wanjiku, Orathai Ard-am and Chanya Sethaput. *Child Prostitution in Thailand: a documentary assessment*. In Ard-am, Orathai and Chanya Sethaput, *Child Prostitute in Thailand*, 1994.

Ministry of Education and Ministry of University Affairs. *Education Loan Fund Project*, Royal Thai Government, Bangkok.

Ministry of Education. *Sema Life Development Project (Sema Pattana Cheewit): Save Thai Children in Difficult Circumstances*, Royal Thai Government, Bangkok.

Ministry of Prime Minister's Office. *Documents prepared for Cabinet Meeting* in Chiang Rai Province, 29 July 1997.

Ministry of Public Health. *Report on Sex Establishments and Sex Workers Survey*, Royal Thai Government, Bangkok, 1997.

National Committee for the Eradication of Commercial Sex, National Commission of Women's Affairs. *National Policy and Plan of Action for the Prevention and Eradication of the Commercial Sexual Exploitation of Children* Bangkok, 1996.



**ONUSIDA** Meilleures Pratiques *Etude de cas*

National Economic and Social Development Board (NESDB) Working Groups on HIV/AIDS Projection. *Projection for HIV/AIDS in Thailand 1987-2020*, Bangkok, 1994.

National Statistical Office. *Report of the Children and Youth Survey*. Bangkok, 1992.

Office of National Education Commission. *The Economic Return on Education Investment*, Bangkok, 1995.

Office of National Education Commission. *Evaluation of Extension of Education Opportunities: Secondary Education Level* Bangkok, 1995.

Prasitratasin, S. *Child Prostitute: Problems, Causes and Solutions*.

Rushing, WA. *The AIDS Epidemic: Social Dimensions of an Infectious Disease*, Westview Press, USA, 1995.

Sittitrai, Werasit, Praphan Phanuphak, and Ron Roddy. *Male Bar Workers in Bangkok: An Intervention Trial*, Thai Red Cross Society, Bangkok, 1994.

Thailand Development Research Institute (TDRI). *The 1991 Year-End Conference, Education Options for the Future of Thailand*, December 14-15, 1991

Watson, K. *Education Development in Thailand*, Heinemann Asia, Hong Kong, 1980.

## Annexe A: Le système d'éducation thaïlandais

La Figure 1 présente le système réformé d'éducation en Thaïlande. Quatre organismes gouvernementaux sont responsables du système d'éducation classique: le Bureau du Premier ministre, le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'intérieur et le Ministère des affaires universitaires. L'enseignement pré-universitaire est essentiellement dispensé par le secteur public. Actuellement, le système scolaire officiel en Thaïlande comporte quatre niveaux: la maternelle, le primaire, le secondaire et le tertiaire. L'école gratuite obligatoire est fixée à six ans, ce qui équivaut à aller jusqu'au niveau 6; toutefois, des efforts sont en cours en vue de prolonger l'école obligatoire jusqu'à neuf années, puis douze années. En sixième année, la plupart des enfants ont atteint l'âge de 12 ans.

En 1990, il n'y a eu que 30% d'inscriptions – non uniformément réparties dans la population générale – dans des établissements du second degré (TDRI, 1991). Le Tableau 3 montre que les enfants des familles d'agriculteurs sont moins susceptibles de gravir les échelons du système scolaire, avec seulement 14,5% allant à l'école secondaire, contre 96% pour les familles ayant des professions libérales ou commerciales, et 24% pour les familles d'ouvriers. La pauvreté est la principale raison pour laquelle les enfants issus de familles d'agriculteurs ne peuvent pas poursuivre leurs études.

### Tableau 3.

*Taux bruts d'inscriptions d'enfants issus de différents milieux – niveaux secondaire et tertiaire (1985)*

Profession	Secondaire	Tertiaire	Proportion de la population totale
Professions libérales, et commerce	95.8%	57.7%	12.8%
Ouvriers	24.2%	7.1%	21.3%
Agriculteurs	14.5%	1.7%	65.9%

Source: TDRI, *The 1991 Year-End Conference, Educational Options for the Future of Thailand, Volume 1:7*

## ONUSIDA Meilleures Pratiques *Etude de cas*

En ce qui concerne le sexe, les garçons ont légèrement plus de chances que les filles de faire des études supérieures. En 1990, 38% des garçons sont allés jusqu'à la septième année, contre 36% de filles. En 1992, les chiffres étaient plus élevés – 48% et 46% – mais la différence garçons-filles n'était que légèrement moindre. Le Tableau 4 présente une répartition de ces chiffres par région.

### **Tableau 4.**

*Garçons et filles (%) ayant achevé la sixième année, qui sont allés en septième année (1990-1992)*

Regions	1990			1991			1992		
	Garçons	Filles	G>F	Garçons	Filles	G>F	Garçons	Filles	G>F
Bangkok	75.8	75.5	0.3	76.1	74.7	1.4	76.2	74.2	2.0
Centre	48.6	47.6	1.5	53.2	52.2	1.0	58.1	56.9	1.2
Sud	38.4	35.9	2.5	42.1	39.4	2.7	45.5	43.3	2.2
Nord	35.9	33.5	2.4	41.1	38.7	2.4	46.8	45.2	1.6
Nord-Est	26.0	23.4	2.6	31.1	28.6	2.5	38.3	36.1	2.2
Ensemble du pays	38.3	36.3	2.0	42.9	40.9	2.0	48.4	46.6	1.8

*Source: Office of National Education Commission, 1995. Evaluation of Extension of Education Opportunities: Secondary Education Level, Table 14, p. 52.*

Le contexte entourant cette situation change, cependant. Les parents reconnaissent qu'un certificat de fin de sixième année n'est plus suffisant pour obtenir un emploi sur le marché du travail et les différences de salaire entre les travailleurs, selon qu'ils ont fait ou non des études secondaires, sont manifestes. De plus, à la fin du primaire, les enfants sont habituellement trop jeunes (ils ont environ 12 ans) pour entrer légalement sur le marché du travail (l'âge d'entrée légale est 13 ans). Ainsi les études au-delà de l'école primaire sont manifestement considérées comme importantes pour l'avenir des enfants; le principal obstacle s'y opposant est le coût de ces études. L'enquête de 1992 sur les enfants et les jeunes effectuée par le Bureau national des statistiques a montré que 53% des enfants de 12 à 14 ans qui n'allaient pas à l'école étaient des enfants qui ne béné-

ficiaient d'aucun soutien financier, et 20% ont déclaré qu'ils devaient travailler pour gagner leur vie; seulement 10% ont dit que poursuivre leurs études ne les intéressait pas. Le coût direct moyen, y compris les frais de scolarité, de livres et de fournitures, d'uniforme, de transport, etc., est d'environ 1 425 baht (environ US\$ 36) par an à l'école secondaire élémentaire.

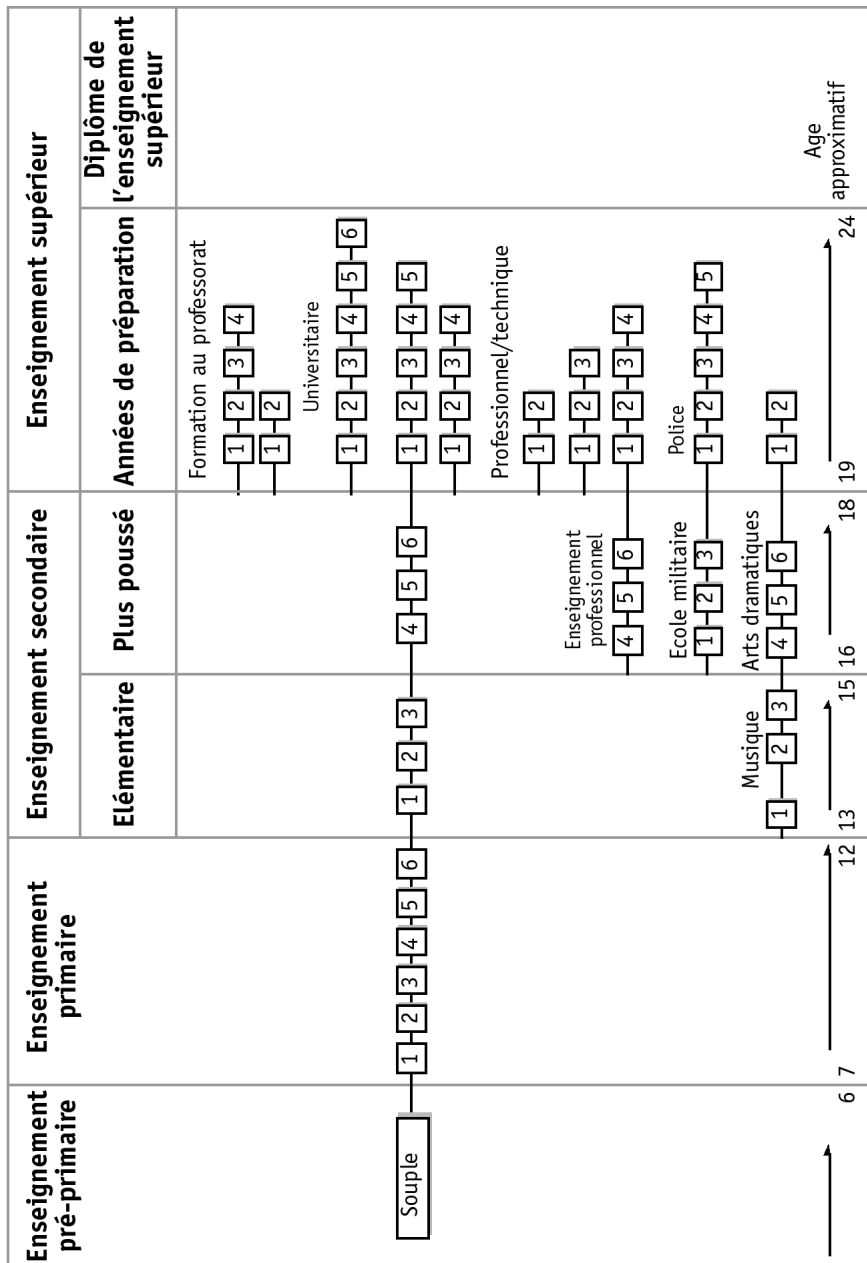
En réaction à ce taux faible d'inscription dans le secondaire, le Ministère de l'éducation a entrepris deux projets:

1. prolongement de l'éducation de base jusqu'au niveau de l'école secondaire élémentaire – projet lancé par le Département de l'enseignement général;
2. un projet pilote pour l'accroissement des possibilités d'éducation, lancé par le Bureau de la commission de l'éducation primaire nationale (ONPEC).

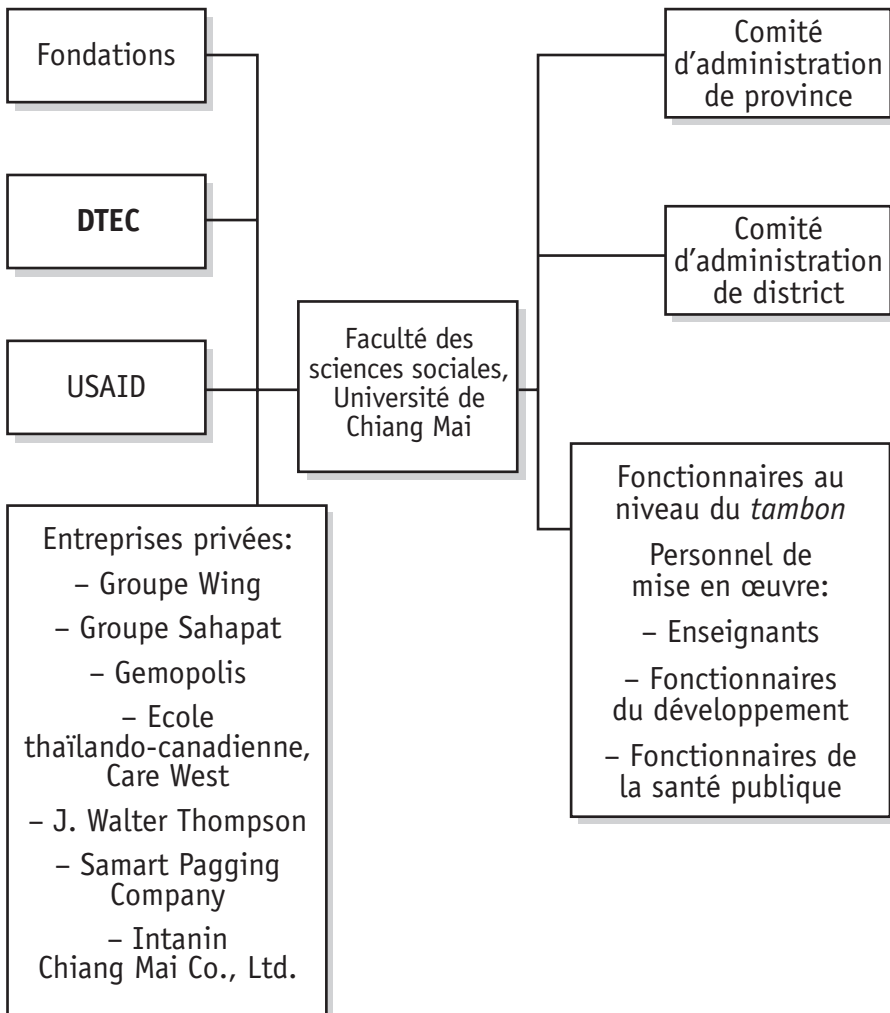
Suite à la mise en œuvre de ces projets, les inscriptions à l'école secondaire ont nettement augmenté, passant de 30% en 1990 à 85% en 1994, selon les données de la commission de l'éducation nationale.

Toutefois, les enfants issus de familles d'agriculteurs pauvres, groupe le plus vulnérable, sont restés désavantagés, car ces deux projets gouvernementaux ne couvraient que les dépenses afférentes aux honoraires des enseignants, aux uniformes et aux manuels scolaires, mais pas les frais de transport ni de repas; de même les tenues onéreuses, mais exigées, pour d'autres activités telles que l'éducation physique et le scoutisme, n'étaient pas fournies. En outre, une étude réalisée par le Bureau de la commission de l'éducation nationale a fait remarquer que les dépenses personnelles pour les études sont environ deux fois et demie plus élevées que les dépenses d'éducation directes. A ajouter à cela le coût indirect de la perte de revenus, lorsque les enfants vont à l'école au lieu de travailler à la ferme ou à l'extérieur.

**Figure 1.**  
Structure du système d'éducation réformé



## Annexe B: Structure du partenariat du projet Thai Women of Tomorrow



Le Programme commun des Nations Unies sur le SIDA (ONUSIDA) est le principal avocat pour une action mondiale contre le VIH/SIDA. Le Programme rassemble sept agences des Nations Unies dans un effort commun contre l'épidémie: le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues (PNUCID), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la Banque Mondiale.

L'ONUSIDA mobilise les ripostes de ses sept Organismes coparrainants à l'épidémie et renforce par ailleurs ces efforts grâce à des initiatives particulières. Son but est de diriger et d'aider le développement de la riposte internationale contre le VIH sur tous les fronts: médecine, santé publique, action sociale, économie, culture, politique et droits de la personne. L'ONUSIDA travaille avec un large éventail de partenaires – gouvernements, ONG, milieux d'affaires, communauté scientifique et grand public – pour partager la connaissance, les capacités et les meilleures pratiques au travers des frontières.



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA

**ONUSIDA**

UNICEF • PNUD • FNUAP • PNUCID  
UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

**Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)**

20 avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse

Tél. (+4122) 791 46 51 – Fax (+4122) 791 41 87

courrier électronique: [unaids@unaids.org](mailto:unaids@unaids.org) – Internet: <http://www.unaids.org>